

Remerciements

La *Mise à jour des Perspectives économiques régionales (PER)* de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) est publiée chaque printemps par le département Moyen-Orient et Asie centrale. Les analyses et projections contenues dans les PER sont intégralement tirées de la surveillance exercée par le département sur les évolutions politiques et économiques dans les pays membres. Elles s'appuient principalement sur les informations recueillies par les services du département Moyen-Orient et Asie centrale par le biais de ses consultations auprès des pays membres.

L'analyse du présent rapport a été coordonnée sous la supervision de Jihad Azour (directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale). Le projet a été piloté par Taline Koranchelian (directrice adjointe du département Moyen-Orient et Asie centrale) et Ali Al-Eyd (chef adjoint de la division études régionales du département Moyen-Orient et Asie centrale). Les principaux contributeurs du présent rapport sont Selim Cakir, Atif Chaudry et Matthew Gaertner, Philip Barrett et Boaz Nandwa ayant apporté des contributions complémentaires.

Marwa Alnasaa, Imen Benmohamed, Majdi Debbich, Najla F. Nakhle, Issouf Samake et Mohammed Zaher ont révisé les traductions, en coordination avec Yelena Eydinova.

Gohar Abajyan, Jorge de León Miranda et Sebastian Herrador Guzman ont réalisé des travaux de recherche. Le soutien administratif a été assuré par Dayana Caero et Esther George. L'assistance rédactionnelle a été fournie par Cooper Allen, en collaboration avec Linda Long et Lucy Morales, du département de la communication.

Implications de l'évolution de l'économie mondiale pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale

La croissance mondiale devrait ralentir à 3,3 % cette année, avant de connaître une reprise précaire en 2020 (voir les *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2019). Les perspectives s'étant détériorées au cours de l'année dernière, les prévisions pour 2019 sont inférieures de plus de 0,5 point de pourcentage à celles établies il y a un an. Même si l'ampleur du ralentissement prévu est globalement similaire à l'échelle mondiale, ses facteurs sont variés et diffèrent en fonction des pays (voir tableau). En Europe, la perturbation de la production automobile en Allemagne, les inquiétudes budgétaires, les mouvements de protestation et l'incertitude autour du Brexit assombrissent l'horizon. En Chine, la croissance est freinée par des tensions commerciales et le resserrement réglementaire qui est nécessaire pour contenir le système bancaire parallèle. En Russie, la baisse des prix du pétrole et les incertitudes liées aux sanctions vont probablement réduire la croissance future.

	Croissance du PIB réel, 2018–24			
	2018	2019	2020	2021–2024
Monde	3,6	3,3	3,6	3,6
Zone euro	1,8	1,3	1,5	1,4
États-Unis	2,9	2,3	1,9	1,6
Chine	6,6	6,3	6,1	5,7
Russie	2,3	1,6	1,7	1,6
MOANAP	1,8	1,5	3,2	2,8
Exportateurs de pétrole MOANAP	0,6	0,4	2,8	2,0
<i>dont : croissance du PIB non pétrolier</i>	1,2	2,1	2,9	2,6
Importateurs de pétrole MOANAP	4,2	3,6	4,0	4,3
CAC	4,2	4,1	4,1	4,3
Exportateurs de pétrole et de gaz CAC	4,1	4,0	4,1	4,3
<i>dont croissance du PIB non pétrolier</i>	3,9	3,9	3,9	4,1
Importateurs de pétrole et de gaz CAC	5,1	4,5	4,5	4,5

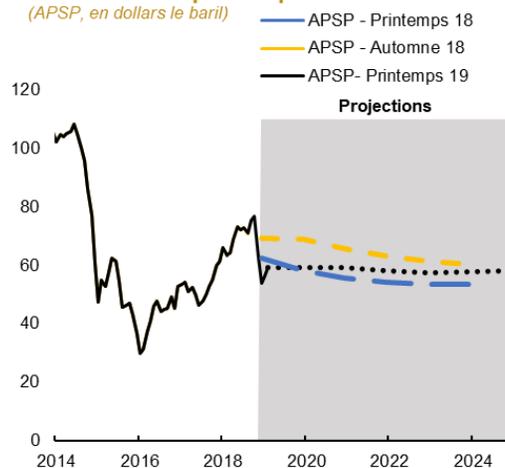
Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

L'affaiblissement de la demande extérieure, particulièrement en provenance des principaux partenaires commerciaux (Chine, Europe et Russie), constitue un défi majeur pour les pays de la région Moyen-Orient et Asie centrale. Le récent **déclin des prix du pétrole** aura également un impact négatif sur les pays exportateurs de pétrole. En octobre, les prix ont atteint un pic, à plus de 80 dollars le baril. Les perturbations de l'offre en Iran, en Libye et au Venezuela laissaient présager de nouvelles hausses. Depuis, les prix ont fortement chuté sous l'effet du tassement de la croissance mondiale, de la forte production des États-Unis et de levées de sanctions temporaires pour certaines exportations de pétrole iraniennes. Les prix sont ainsi tombés jusqu'à 50 dollars le baril en janvier, même s'ils se sont récemment repris pour approcher 65 dollars (voir graphique). En même temps, les prix du pétrole sont devenus plus volatils.

Les perspectives sur le très long terme restent globalement inchangées, mais les prix du pétrole devraient rester inférieurs aux prévisions de l'automne pendant plusieurs années. L'impact sur la production et les finances

Évolution des prix du pétrole

(APSP, en dollars le baril)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : APSP = *average petroleum spot price*. L'APSP est la moyenne des prix du pétrole brut Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate.

publiques constitue un autre problème commun aux pays de la région, en particulier certains exportateurs de pétrole (Algérie, Bahreïn, Oman).

Les perspectives pour les pays de la région sont assombries par le niveau d'incertitude élevé.

L'exposition aux risques extérieurs constitue l'une des sources de cette incertitude, et un troisième thème qui est exploré dans les chapitres suivants.

- *Les tensions commerciales* entre les États-Unis et la Chine pourraient aussi bien s'inscrire dans la durée que trouver une issue rapide (voir les *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2019). Qu'un accord commercial à court terme soit passé ou pas, les différends actuels sur les thèmes du commerce et de la sécurité vont probablement continuer de peser sur les perspectives de la région par la voie de perturbations de la chaîne d'approvisionnement et d'une réduction de l'investissement.
- *La forte volatilité des prix du pétrole* pourrait persister dans un contexte mondial marqué par l'incertitude (voir chapitre 1). Elle va peser sur les soldes budgétaires et extérieurs des pays exportateurs de pétrole. Les pays importateurs de pétrole pourraient également être touchés, sous l'effet d'une montée de l'incertitude régionale, ainsi que d'une baisse et d'une plus grande variabilité des envois de fonds (Arménie, Tadjikistan).
- *Les conditions financières mondiales* se sont assouplies ces derniers temps, mais elles devraient rester volatiles, et l'attitude du marché pourrait changer brutalement (voir le Rapport sur la stabilité financière dans le monde (*Global Financial Stability Report*) d'avril 2019). Si cela se produit, les écarts de taux d'intérêt pourraient augmenter fortement, exposant certains pays à des risques d'augmentation de la charge des intérêts (Bahreïn, Égypte, Liban), de réévaluation de la dette extérieure (République kirghize, Tadjikistan) et de tensions dans le secteur financier (Azerbaïdjan, Kazakhstan, République kirghize).
- *Les risques géopolitiques* sont élevés. Plusieurs pays de la région se trouvent en situation de conflit ou viennent d'en sortir. De plus, les incidences et le rythme d'événements géopolitiques majeurs, notamment les tensions entre l'Inde et le Pakistan, les grandes manifestations et l'incertitude politique en Algérie, la possibilité d'un cheminement vers la paix en Afghanistan et les sanctions à l'encontre de l'Iran, ne sont pas encore clairs. Cette incertitude pourrait accroître la sensibilité des investisseurs au risque pour l'ensemble de la région, ce qui entraînerait des sorties de capitaux et des pressions sur les taux de change, et pourrait ainsi réalimenter la volatilité des prix du pétrole et l'incertitude régionale.

Ces conditions défavorables à l'échelle régionale et mondiale pourraient amplifier les difficultés auxquelles les dirigeants sont confrontés dans leur volonté de soutenir la croissance. Dans plusieurs pays de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP), les tensions sociales s'accroissent sur fond de tassement de la croissance et de lassitude face aux réformes, ce qui met la stabilité macroéconomique en péril (voir encadré 1). Ces tensions pourraient également faire dérailler des réformes capitales, et déboucher sur des conflits et une nouvelle montée de l'incertitude dans la région.

Il est d'autant plus urgent de s'attaquer aux problèmes qui s'annoncent que l'inaction coûte cher. Les dirigeants de la région Moyen-Orient et Asie centrale doivent agir sans délai pour générer une croissance plus robuste et plus inclusive avant que les conditions ne se compliquent.

- *Dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP*, les politiques budgétaires procycliques se sont avérées moins favorables à la croissance ces dernières années, ce qui met en évidence des faiblesses économiques d'ordre structurel. La combinaison de prix d'équilibre budgétaire du pétrole élevés et d'un rééquilibrage budgétaire attendu qui serait plus lent rend les pays vulnérables à de nouvelles poussées de volatilité des prix du pétrole et à un affaiblissement de l'économie mondiale. L'ancrage de la politique budgétaire dans un cadre à moyen terme aiderait à isoler les économies de la volatilité des prix du pétrole et à reconstituer progressivement de l'espace budgétaire. La lutte contre la corruption, l'amélioration de l'accès des petites et moyennes entreprises au crédit et le renforcement des dispositifs de protection sociale participeront à la diversification des économies, et favoriseront une croissance plus élevée et plus inclusive.
- *Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP*, les charges de la dette publique se sont considérablement alourdies au cours de la dernière décennie, ce qui a accentué la vulnérabilité à court terme et limité les leviers à disposition pour remédier aux faiblesses structurelles persistantes. Il est urgent d'intensifier le rééquilibrage budgétaire, sans nuire à la croissance, afin de rétablir la résilience et de créer de l'espace pour des réformes structurelles qui accéléreront la croissance à moyen terme, notamment en améliorant le climat des affaires et la gouvernance, en assouplissant les marchés du travail, en approfondissant l'intégration régionale et en intensifiant la concurrence sur les marchés.
- *Dans le Caucase et en Asie centrale*, les perspectives de croissance restent stables, les économies s'étant remises des gros chocs extérieurs subis en 2014–16. Cependant, plusieurs problèmes hérités de ces chocs qui n'ont pas été résolus, parmi lesquels la faiblesse de certains systèmes bancaires et l'inachèvement des réformes structurelles, maintiennent la croissance bien au-dessous de son potentiel à long terme. Il devient à la fois plus difficile et plus urgent de remédier à ces problèmes, au vu du tassement du commerce mondial et du risque de tensions commerciales à l'avenir. Il convient de mener à bien la réparation du secteur financier, de moderniser pleinement les cadres de politique monétaire et d'améliorer le climat des affaires, notamment la gouvernance.

Dans l'ensemble de la région Moyen-Orient et Asie centrale, les dirigeants se voient ainsi offrir une occasion de bâtir des sociétés plus prospères et plus justes. Par exemple, la faiblesse des prix du pétrole rend plus urgente la diversification de l'économie, l'augmentation du taux d'activité des femmes peut revitaliser des marchés du travail moribonds, et l'amélioration de la gouvernance et la réduction de la corruption pourraient relancer un investissement léthargique et créer de l'espace pour un accroissement des dépenses de protection sociale. Cependant, l'occasion de mettre en œuvre ces changements passera vite : les dirigeants doivent donc agir de toute urgence.

Encadré 1. Un nouvel indicateur de l'agitation sociale relayée pour les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

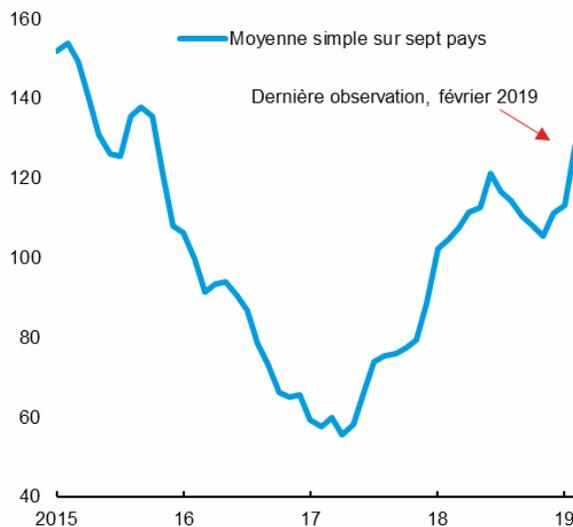
Au cours des 18 derniers mois, le Reported Social Unrest Index (RSU, indice de l'agitation sociale relayée) a atteint son niveau le plus élevé depuis plusieurs années dans certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Les facteurs économiques sont souvent cités comme sources des protestations et autres formes d'agitation sociale, ce que confirment les chiffres. Or les avancées dans ces domaines sont lentes. Les pays dont la croissance par habitant est la plus faible sont aussi ceux qui ont enregistré les plus fortes hausses de leur agitation sociale. Il est donc urgent d'adopter des mesures qui diminuent l'inflation et créent de l'espace budgétaire pour l'investissement et les dépenses sociales, ainsi que pour des réformes structurelles visant une croissance inclusive et créatrice d'emplois.

L'agitation sociale augmente dans certains pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Le RSU a récemment augmenté après avoir baissé régulièrement au cours de la période 2015–16, même si certains facteurs politiques (comme le régime politique) et le niveau de liberté de la presse ont pu affecter les résultats de certains pays (graphique 1)¹. Le RSU a atteint son niveau le plus élevé depuis plusieurs années dans pratiquement tous les pays.

Graphique 1

Le Reported Social Unrest Index

(indice, moyenne glissante sur 12 mois)

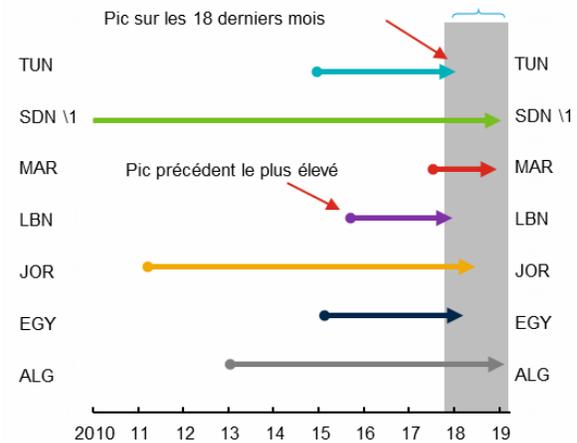


Sources : Factiva ; calculs des services du FMI.

Graphique 2

Pics du RSU Index sur les 18 derniers mois

(intervalles avant les pics précédents)



Sources : Factiva ; calculs des services du FMI.

Note : RSU = Reported Social Unrest Index, indice de l'agitation sociale relayée.

\1 février 2019 est le pic le plus haut enregistré pour le Soudan (depuis janvier 2005).

Préparé par Philip Barrett et Jorge de León Miranda

¹Le RSU, préparé par les auteurs, calcule la part des articles issus des principales sources d'information comportant des termes clés liés aux protestations, aux manifestations et à d'autres formes d'agitation sociale. Sa version actuelle comprend l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, le Soudan et la Tunisie, et d'autres pays seront inclus à l'avenir. L'indice, qui couvre la période comprise entre janvier 2005 et février 2019, augmente fortement au cours des épisodes d'agitation sociale marquée. Bien que l'indice principal utilise des médias anglophones pour des questions de disponibilité des données, les résultats restent valables avec des sources en langue arabe ou française. Les principales tendances se confirment avec différents termes et sources de recherche. En raison des tendances d'utilisation, des contraintes en matière de données et des risques de distorsion, les réseaux sociaux ont été exclus. Voir l'annexe en ligne pour plus de précisions sur la méthodologie.

Cette tendance est illustrée au graphique 2, qui reporte l'intervalle entre le pic du RSU au cours des 18 derniers mois et la dernière fois où il était plus élevé. Plus l'intervalle est long, plus le niveau des protestations relayées est élevé par rapport au passé récent. C'est ainsi que les protestations récentes ont atteint un niveau record au Soudan. À l'inverse, les intervalles plus courts enregistrés pour le Maroc, le Liban et l'Égypte reflètent, pour différentes raisons, une diminution des occurrences d'expression de mécontentement social par rapport au passé récent.

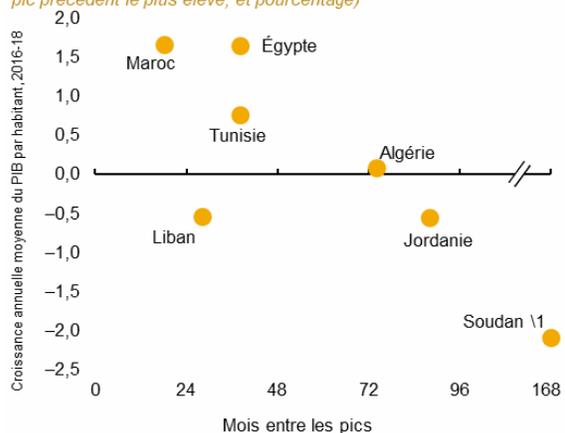
Le mécontentement lié au contexte économique semble être un motif d'agitation sociale. De nombreux facteurs contribuent à l'agitation sociale, mais les comptes rendus mettent souvent en exergue le mécontentement lié au contexte économique et à la gestion politique (chômage, opportunités limitées, corruption et mauvaise qualité des services publics).

Ces motifs semblent être reflétés par les indicateurs d'opportunité économique. De nombreux indicateurs de l'activité économique dans ces pays sont décevants, ce qui explique peut-être en partie les inquiétudes des manifestants. L'accès restreint au crédit limite les opportunités de développement et de création d'emplois pour les chefs d'entreprise et les petites entreprises. Trop importants et inefficients, les secteurs publics prennent le pas sur l'activité du secteur privé. Les dépenses sociales, telles que celles consacrées à la santé et à l'éducation, sont souvent faibles par rapport aux pays homologues (voir chapitre 2, graphique 2.7). De plus, les indicateurs mesurant l'adéquation du système juridique avec la prospérité des entreprises, comme la durée des procédures d'insolvabilité ou d'exécution des contrats, sont faibles.

De plus, les pays n'ont fait que peu de progrès vers une croissance plus robuste et plus inclusive ces dernières années. Les progrès ont été faibles sur de nombreuses questions liées aux résultats et à la gestion économiques. Par exemple, le chômage reste obstinément élevé dans la région, en particulier dans les pays importateurs de pétrole (voir chapitre 2, graphique 2.1). De même, la lutte contre la corruption, mesurée par les indicateurs de la gouvernance dans le monde, n'a pratiquement pas évolué. Par ailleurs, et cela reflète les préoccupations relayées par les médias, les niveaux récemment atteints par le RSU n'ont jamais été aussi élevés par rapport au passé dans les pays présentant les plus faibles taux de croissance du PIB par habitant au cours des dernières années (graphique 3). Si cette association ne prouve pas de lien de cause à effet, car d'autres facteurs non économiques contribuent également à l'agitation sociale, elle indique que le rôle des forces économiques dans l'agitation sociale ne peut être négligé.

L'augmentation de l'agitation sociale souligne qu'il est urgent de procéder à des réformes structurelles afin de générer une croissance inclusive et créatrice d'emplois. Comme la *Mise à jour des perspectives économiques régionales* le souligne par ailleurs, il conviendra, pour apaiser les inquiétudes des citoyens, d'améliorer l'infrastructure, et l'accès aux services de santé et à l'enseignement, de renforcer la gouvernance et les services publics, d'éradiquer la corruption, et d'élargir l'accès au crédit afin de stimuler une croissance tirée par le secteur privé, de créer des emplois et de consolider les dispositifs de sécurité sociale. Même si des progrès ont été réalisés, des efforts plus résolus s'imposent, s'agissant notamment de la réforme de la gouvernance et des marchés des produits. Une croissance soutenue passe par une situation macroéconomique stable. Pour les

Graphique 3
Le RSU et la croissance du PIB par habitant
(mois entre la valeur la plus élevée de l'indice RSU et le pic précédent le plus élevé, et pourcentage)



Sources : Factiva ; autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : RSU = Reported Social Unrest Index, indice de l'agitation sociale relayée.
11 février est le pic le plus élevé enregistré pour le Soudan (depuis 2005).

dirigeants, il s'agit bien d'un compromis difficile à trouver entre la reconstitution des amortisseurs budgétaires et l'élimination des obstacles à la croissance à moyen terme. Même si l'exécution de réformes peut être compliquée par une croissance modeste et le désordre social, un report risque d'aboutir à des résultats moins favorables à moyen terme.

1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : l'impact de la baisse et de la volatilité accrue des prix du pétrole

La croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devrait rester faible par rapport à 2018 sur fond de baisse des prix du pétrole, de restriction de la production de pétrole et de ralentissement de la croissance mondiale. Les dirigeants auront la lourde tâche de reprendre le rééquilibrage budgétaire tout en soutenant la croissance dans un contexte extérieur plus incertain marqué par des poussées de volatilité des prix du pétrole qui devraient persister à court terme. L'ancrage de la politique budgétaire dans un cadre à moyen terme contribuerait à préserver les économies de la volatilité des prix du pétrole et à aménager progressivement de l'espace budgétaire. L'élimination des faiblesses structurelles et la lutte contre la corruption, ainsi que l'amélioration de l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) au crédit, participeront à la diversification de l'économie, à la création d'emplois, et à la promotion d'une croissance plus robuste et plus inclusive.

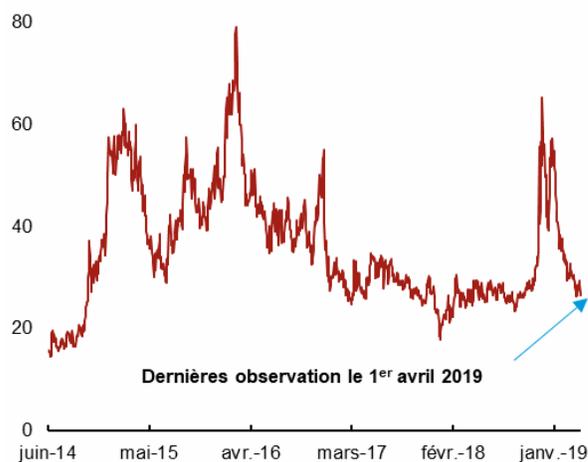
Ajustement à la volatilité des prix du pétrole

Les prix du pétrole sont devenus très volatils à la fin de l'année dernière. Après avoir augmenté de près de 30 % au cours des dix premiers mois de 2018 pour dépasser la barre des 80 dollars le baril, ils ont fortement chuté au quatrième semestre. Leur volatilité s'est portée à des niveaux qu'elle n'avait pas atteints depuis le choc de 2014-15 sur les prix des produits de base (graphique 1.1).

Cette recrudescence de la volatilité des prix du pétrole tient à des perturbations de l'offre, aux inquiétudes liées à la croissance mondiale, à l'évolution technologique et aux incertitudes géopolitiques. En particulier, le rétablissement des sanctions américaines à l'encontre de l'Iran et les quotas de production imposés par les autorités américaines, ainsi que l'augmentation de la production de pétrole de l'Arabie saoudite

ont provoqué de fortes fluctuations des cours mondiaux du pétrole au troisième trimestre 2018. Ces mouvements ont mené à l'accord de décembre 2018 lors de la cinquième réunion du Comité ministériel des pays

Graphique 1.1.
Volatilité des prix du pétrole brut sur le CBOE (indice)



Source : Bloomberg Finance L.P.

Note : le CBOE Crude Oil Volatility Index mesure les attentes du marché s'agissant de la volatilité à 30 jours des prix du pétrole brut. CBOE = Chicago Board Options Exchange.

membres et non membres de l'OPEP (OPEP+), en vertu duquel il a été décidé de restreindre la production au moins jusqu'au mois de juin. Le baril de pétrole se négocie actuellement à environ 65 dollars, soit juste au-dessus de la moyenne prévue pour cette année (voir la section *Implications de l'évolution de l'économie mondiale*).

L'effet combiné de la faiblesse des prix du pétrole, de facteurs propres aux pays et des freins à la croissance non pétrolière liés au resserrement des conditions financières et monétaires intérieures a assombri les perspectives de croissance à court terme pour les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. La hausse des prix du pétrole a amélioré sensiblement les soldes courants et budgétaires en 2018, mais compte tenu des perspectives modestes des prix du pétrole, ces gains ne seront pas durables.

Étant donné les incertitudes liées aux tensions commerciales dans le monde, les sanctions à l'encontre de l'Iran, ainsi que la stratégie de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et sa capacité à réagir à des chocs imprévus sur l'offre, les fortes fluctuations des prix du pétrole persisteront probablement. Par ailleurs, le ralentissement de la croissance mondiale et les tensions géopolitiques représentent aussi des risques majeurs pour la région.

Dans ce contexte, les dirigeants sont confrontés à la lourde tâche de maintenir la croissance tout en reprenant un rééquilibrage budgétaire progressif dans un contexte d'incertitude extérieure accrue. Les récents efforts d'ajustement budgétaire sont à saluer, mais ils n'ont pas encore permis d'assurer la viabilité sur le long terme compte tenu des perspectives médiocres des prix du pétrole. Du fait de l'affaiblissement de la croissance potentielle, les mesures de relance par la voie budgétaire

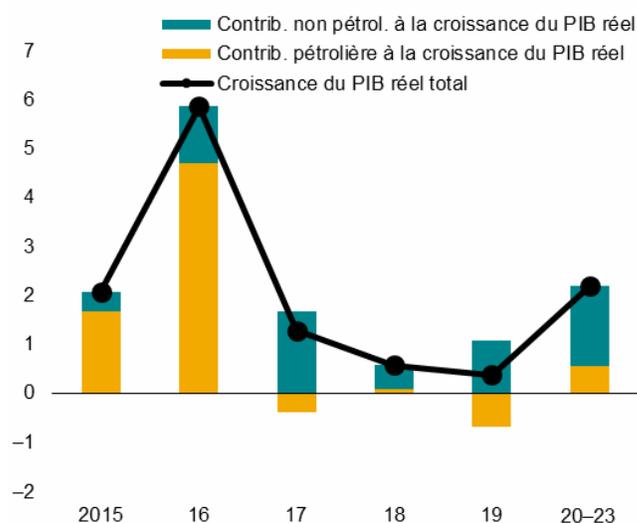
pourraient se révéler contre-productives, intenables et coûteuses.

Croissance modérée

La croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devrait s'établir à 0,4 % en 2019 selon les projections (graphique 1.2). Cela s'explique principalement par un déclin marqué de l'activité économique de l'Iran (de 6 %), par des diminutions de la production de pétrole (en vertu de l'accord de décembre 2018 de l'OPEP+) (graphique 1.3), et par un resserrement des conditions financières et monétaires intérieures dans certains pays.

Graphique 1.2.

EP MOANAP : croissance du PIB réel (en pourcentage)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

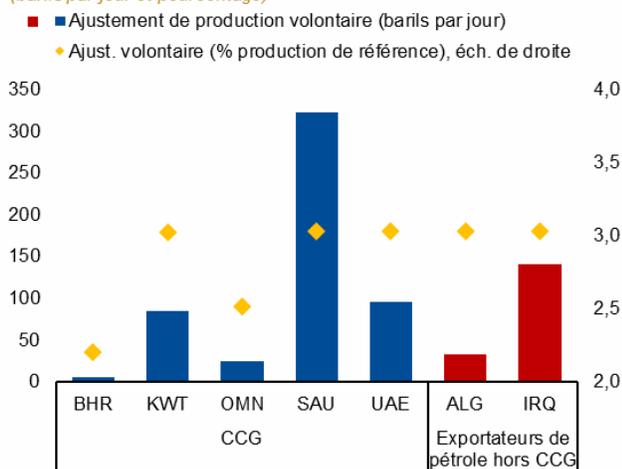
Note : EP MOANAP = pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

- La croissance dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) devrait s'améliorer légèrement pour atteindre 2,1 % en 2019, contre 2 % en 2018. Les dépenses publiques et les plans d'investissement pluriannuels sur les infrastructures vont probablement soutenir l'activité économique au Koweït et en Arabie saoudite. Les dépenses liées à l'Expo 2020 à Dubaï et le plan de relance budgétaire à Abou Dhabi devraient porter la

Graphique 1.3.

OPEP : ajustements de production volontaires

(barils par jour et pourcentage)



Sources : Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ; calculs des services du FMI.

Note : les abréviations utilisées pour les pays sont celles de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CCG = Conseil de coopération du Golfe

croissance à moyen terme aux Émirats arabes uni. Au Qatar, le lancement des opérations du projet gazier de Barzan va soutenir la production d'hydrocarbures, mais la croissance hors hydrocarbures devrait ralentir en 2019. La croissance non pétrolière à Bahreïn devrait également ralentir sous l'effet de l'assainissement budgétaire prévu dans le programme des autorités.

- La croissance devrait se contracter de 1,7 % dans les pays exportateurs non membres du CCG après s'être tassée de 1,1 % en 2018. Ce ralentissement tient principalement à l'évolution de la situation en Iran, où la récession devrait s'aggraver, entraînant une baisse de la croissance prévue de 10 points de pourcentage au cours de la période 2018–20. La croissance de l'Algérie devrait être légèrement plus élevée en 2019, sous l'effet d'un rebond de la production de pétrole et de gaz. Les projections à moyen terme dépendent fortement du degré de mise en œuvre des mesures d'ajustement et de la série de réformes préconisées, lequel est

désormais incertain compte tenu des derniers événements politiques. Le Yémen va probablement enregistrer une amélioration modérée de sa production de pétrole malgré le conflit en cours. En Iraq, la croissance sera soutenue par la reconstruction post-conflit, une augmentation des dépenses budgétaires et une légère augmentation de la production de pétrole suite à l'accord entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional du Kurdistan sur les conditions des exportations de pétrole. Les projections de croissance à moyen terme des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG partent de l'hypothèse que les tensions régionales vont se dissiper progressivement. Une escalade de ces tensions pèserait sur les perspectives.

Après une accélération temporaire l'an dernier, l'inflation en glissement annuel devrait baisser en 2019 au fur et à mesure que les effets de l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) (Arabie saoudite et Émirats arabes unis) et de la dépréciation de la monnaie (Iran, Libye, Yémen) s'estompent.

La baisse des prix prévus du pétrole va également peser sur les soldes courants, accentuant les pressions liées aux engagements de l'OPEP+ en termes de production et aux sanctions américaines à l'encontre de l'Iran. Le solde des transactions courantes de la région devrait chuter de 5,3 % du PIB en 2018 à 0,9 % du PIB cette année (graphique 1.4), ce qui laisse entrevoir une augmentation des risques dans les pays présentant déjà des soldes extérieurs fragiles (Algérie, Bahreïn, Oman) et de nouvelles sources de vulnérabilité dans d'autres pays (Iran, Iraq, Libye).

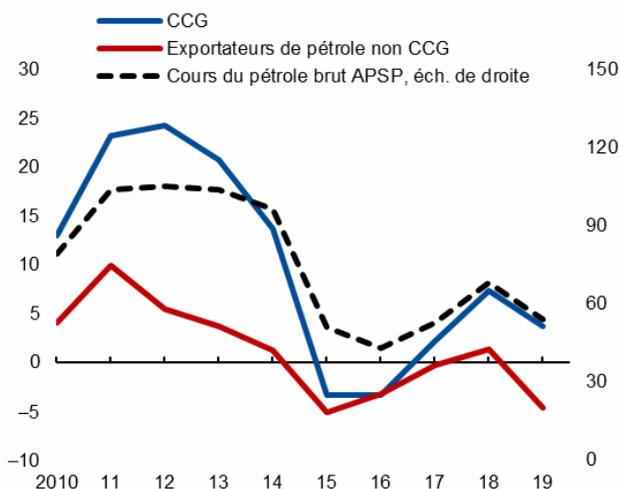
Étant donné les conditions financières mondiales moins favorables en 2018, le coût des emprunts souverains extérieurs a augmenté, en particulier

dans les pays dont les paramètres fondamentaux macroéconomiques sont plus fragiles (Bahreïn, Oman). Mais les indications récentes de la Réserve fédérale américaine relatives à sa politique monétaire a entraîné un assouplissement notable des conditions financières (voir le *Rapport sur la stabilité financière dans le monde* d'avril 2019). Par ailleurs, l'inclusion dans les indices obligataires mondiaux des pays membres du CCG pourrait, selon les analystes de marchés, générer quelque 40 milliards de dollars de flux au cours de l'année à venir, au fur et à mesure que les investisseurs institutionnels rééquilibrent leurs portefeuilles. Cela pourrait atténuer, de façon temporaire, l'augmentation du coût de l'emprunt entraînée par les incertitudes régionales et les fluctuations des prix du pétrole, en renforçant les bienfaits tirés de la récente amélioration des conditions financières mondiales. Cette inclusion offre également des possibilités d'emprunts supplémentaires. Par ailleurs, d'autres facteurs propres aux pays, tels que l'assainissement budgétaire planifié du Bahreïn et l'aide financière de la région, pourraient contribuer plus durablement à réduire les écarts de taux d'intérêt.

Le resserrement des conditions financières pèse sur la croissance et les banques

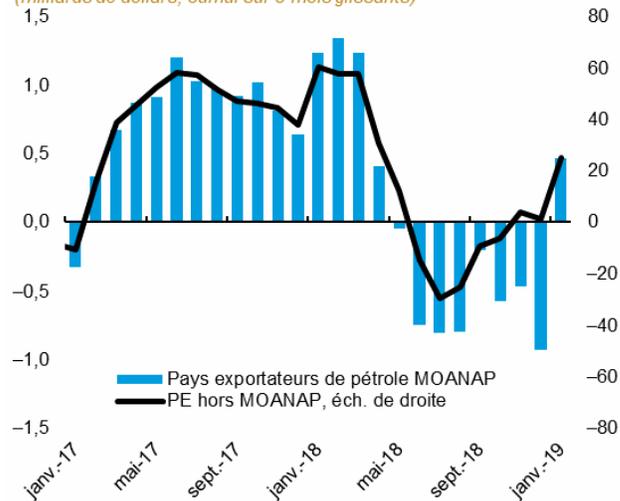
Le resserrement des conditions financières et monétaires intérieures freine aussi la croissance non pétrolière dans certains pays. L'augmentation des taux directeurs dans les pays membres du CCG, parallèlement à la normalisation de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, et le déclin des prix de l'immobilier (Qatar, Émirats arabes unis) et des cours des actions (Dubai, Oman) ont entraîné un resserrement des conditions financières intérieures, ce qui a restreint l'activité non pétrolière (encadré 1.1). Les pressions engendrées par le resserrement des conditions financières mondiales ont entraîné des sorties nettes de capitaux dans la région au cours du deuxième semestre 2018, ce qui a contribué à un ralentissement de la croissance de la liquidité (graphique 1.5). L'assouplissement mondial des conditions financières début 2019 devrait améliorer la situation à l'avenir, comme l'illustre le récent rebond des entrées de capitaux.

Graphique 1.4.
Solde des transactions courantes
(en pourcentage du PIB et en dollars le baril)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : APSP = cours moyen du pétrole sur le marché au comptant. L'APSP est la moyenne du Brent, du Dubai Fateh et du West Texas. CCG = Conseil de coopération du Golfe.

Graphique 1.5.
Flux EPFR vers les pays exp. de pétrole et les pays émergents
(milliards de dollars, cumul sur 3 mois glissants)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : PE = pays émergents ; EPFR = Emerging Portfolio Fund Research ; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

Compte tenu de la baisse des prix du pétrole, de la hausse des taux d'intérêt et de l'affaiblissement de la demande, le crédit devrait décliner dans la plupart des pays (graphique 1.6). Bien que les banques de la région soient généralement stables, grâce à des capitaux élevés, la baisse de la liquidité pourrait accroître la vulnérabilité de certaines d'entre elles. En particulier, l'exposition des banques au ralentissement des marchés immobiliers et à la faiblesse de la croissance non pétrolière pourrait se traduire par une augmentation des prêts non productifs dans certains pays (Bahreïn, Émirats arabes unis, Oman,).

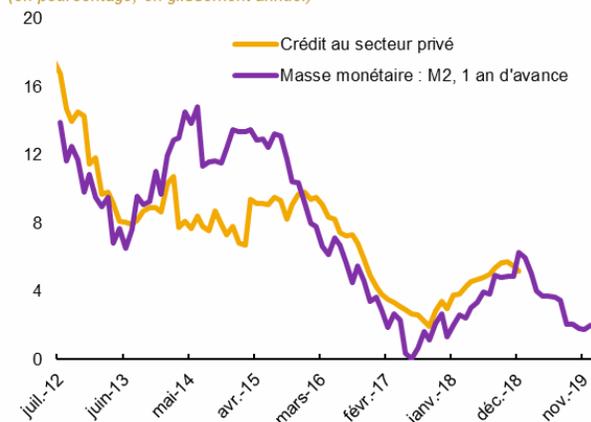
Le rééquilibrage budgétaire marque le pas

Le rééquilibrage budgétaire dans la région a débuté en 2014, suite à la chute des prix du pétrole, mais il a marqué le pas avec leur rebond l'an dernier. Il devrait continuer de ralentir cette année malgré la baisse attendue des prix du pétrole, pendant que des expansions budgétaires sont attendues en Algérie, en Arabie saoudite et en Iraq (graphique 1.7). Toutefois, le ralentissement du rééquilibrage budgétaire conjugué à la baisse attendue des prix du pétrole

accentuerait la vulnérabilité à court terme de certains pays disposant d'un espace budgétaire limité, du fait notamment d'une dette publique élevée.

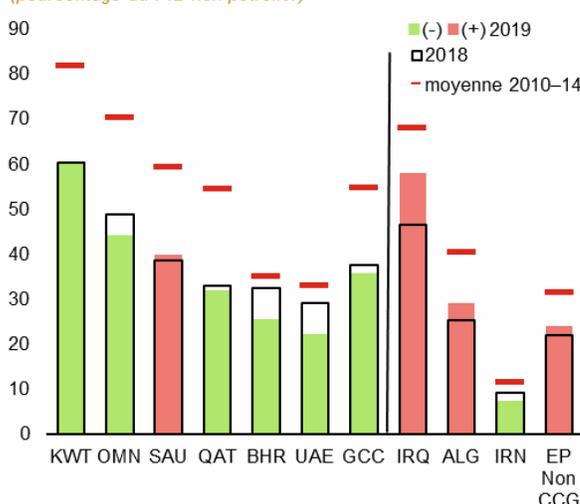
Graphique 1.6.
Masse monétaire M2 et croissance du crédit au secteur privé

(en pourcentage, en glissement annuel)



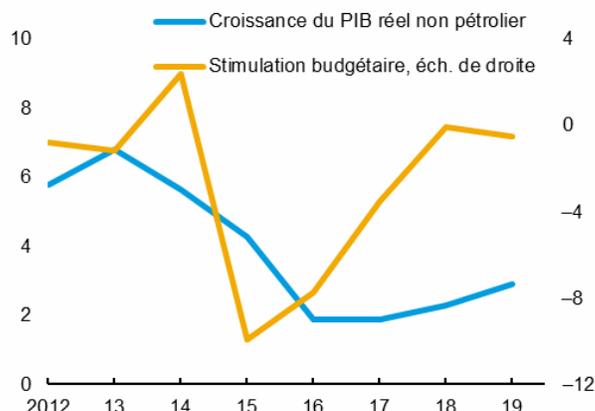
Sources : Haver Analytics ; Statistiques financières internationales du FMI.
Note : l'hypothèse nulle selon laquelle la croissance de M2 cause, au sens de Granger, le crédit à la croissance du secteur privé est rejetée avec une valeur p de 0,0003.

Graphique 1.7.
Déficits budgétaires non pétroliers
(pourcentage du PIB non pétrolier)



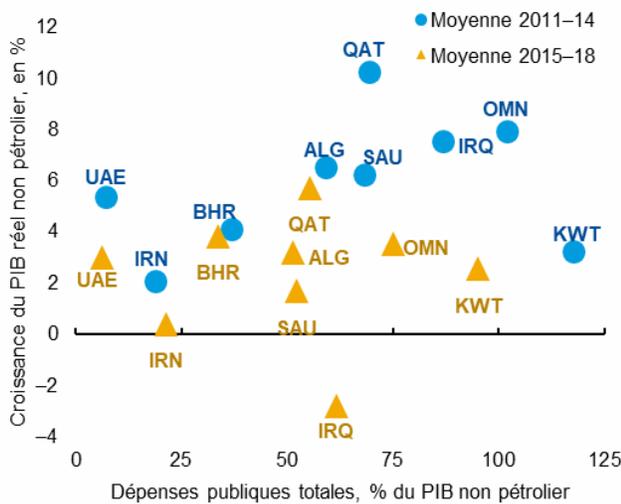
Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Pour 2019, la couleur est verte si le déficit budgétaire non pétrolier est inférieur à celui de 2018 et rouge s'il est supérieur à celui de 2018. CCG = Conseil de coopération du Golfe ; EP Non-GCC = pays exportateurs de pétrole non GCC.

Graphique 1.8.
CCG : croissance du PIB réel non pétrolier et stimulations budgétaires
(pourcentage et pourcentage du PIB non pétrolier, moyennes non pondérées)



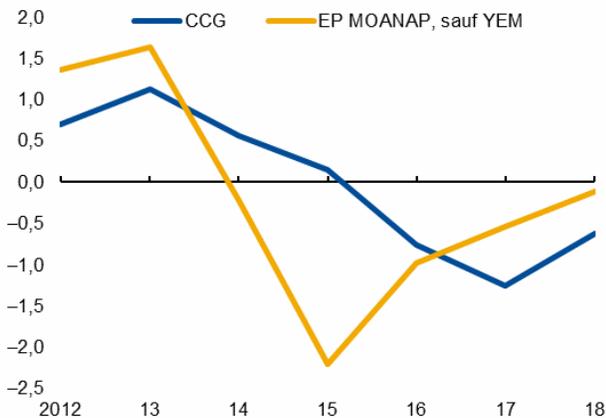
Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : la stimulation budgétaire est calculée en utilisant la variation du ratio déficit primaire non pétrolier/PIB non pétrolier. Les pondérations propres à chaque pays correspondent au PIB ajusté à la parité de pouvoir d'achat. CCG = Conseil de coopération du Golfe.

Graphique 1.9.
Croissance du PIB réel non pétrolier et dépenses publiques totales
(en pourcentage et pourcentage du PIB non pétrolier)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 1.10.
Écart de production
(composant cyclique de la croissance du PIB réel non pétrolier, moyennes simples)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les écarts de production sont les composants cycliques de la croissance du PIB réel non pétrolier pour la période 2000-19. Les composants cycliques ont été calculés en utilisant le filtre Hodrick-Prescott avec un paramètre de lissage de 100. CCG = Conseil de coopération du Golfe ; EP MOANAP = pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; YEM = Yémen.

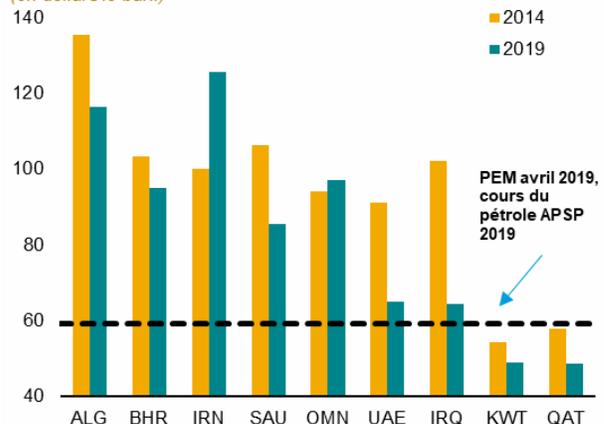
Par ailleurs, certains signes indiquent que la relation entre dépenses publiques et croissance s'est affaiblie ces dernières années, du fait de la prédominance des chocs extérieurs, et que la croissance potentielle est probablement plus faible par rapport à une période marquée par les prix élevés du pétrole, un haut niveau d'investissement, un marché optimiste et un environnement extérieur plus robuste

(graphiques 1.8-1.10). Entretemps, les cours correspondant au seuil de rentabilité budgétaire restent largement au-dessus de la trajectoire actuelle des prix du pétrole, bien que ce seuil ait récemment baissé dans la plupart des pays (graphique 1.11). Cela illustre les difficultés considérables auxquelles la région va se heurter à moyen terme du fait de la baisse des prix projetés du pétrole, en particulier dans les pays tenus par d'importantes créances (graphique 1.12).

La relance de la croissance exige des réformes plus approfondies

Face à l'évolution incertaine des prix du pétrole, à l'affaiblissement des conditions extérieures et à la stagnation des perspectives de la croissance non pétrolière, les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP doivent reprendre un rééquilibrage progressif des finances publiques afin de reconstituer des marges de manœuvre, tout en approfondissant et élargissant les réformes structurelles pour diversifier leur économie, et de promouvoir une croissance plus robuste et plus inclusive. Ce besoin est d'autant plus urgent que le ralentissement récent de

Graphique 1.11.
Prix du pétrole correspondant au seuil de rentabilité budgétaire
(en dollars le baril)

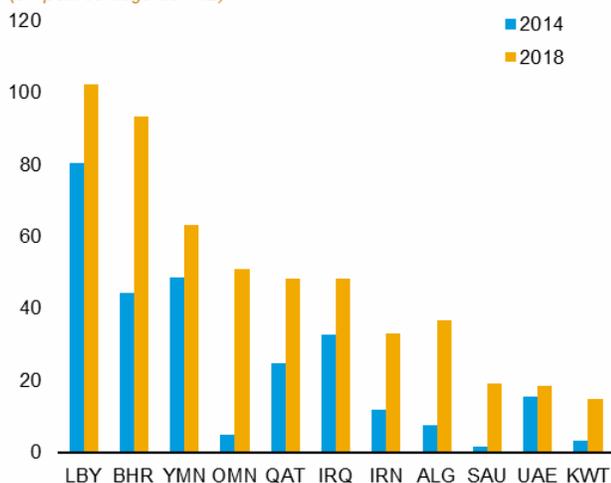


Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). APSP = average petroleum spot price. L'APSP est la moyenne du Brent, du Dubai Fateh et du West Texas Intermediate. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

Graphique 1.12.

Dette totale des administrations publiques

(en pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

l'assainissement budgétaire continue à peser sur la croissance et que le chômage reste élevé, en particulier chez les jeunes.

Il convient de reprendre les rééquilibrages dans les postes sous-jacents des finances publiques jusqu'à atteindre des niveaux de dépenses viables et, au-delà, pour reconstituer de l'espace budgétaire et isoler les économies des fluctuations des prix du pétrole. En 2014–15, les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP avaient pu compter sur leur espace budgétaire pour éviter de prendre des mesures procycliques plus dures à la suite de l'effondrement des prix du pétrole.

Le volume et le rythme de l'ajustement doivent cependant être fonction de l'espace budgétaire et des besoins de financement des pays. De plus, sachant qu'il est possible que la croissance potentielle de nombreux pays soit inférieure à celle observée durant les périodes où les prix du pétrole sont élevés, la promotion de la croissance par des mesures de relance budgétaire ou le ralentissement des rééquilibrages des finances publiques pourraient se révéler contreproductive, en particulier dans

des pays caractérisés par des fondamentaux fragiles (Bahreïn, Oman).

La stratégie d'ajustement doit être mûrement réfléchie afin d'atténuer les impacts sur la croissance à court terme générés par le rééquilibrage budgétaire nécessaire. Cela exigera d'associer au rééquilibrage des dépenses des réformes en matière de recettes, tout en renforçant les progrès accomplis dans des domaines tels que la mise en œuvre de la TVA et la réduction de la masse salariale du secteur public dans certains pays. Cela concerne les aspects suivants :

- *Les efforts de mobilisation des recettes* doivent être maintenus. À cet égard, il est bienvenu qu'Oman envisage d'emboîter le pas de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de Bahreïn en introduisant la TVA. Les pays doivent également envisager l'introduction d'impôts directs, comme l'impôt sur le revenu ou la taxe foncière. La lutte contre l'évasion fiscale permettrait de stimuler les recettes à moyen terme.
- *Les réformes des dépenses* doivent se concentrer sur le renforcement des cadres de gestion de l'investissement public afin d'assurer une meilleure qualité de ce dernier, tout en continuant de rationaliser la masse salariale du secteur public et les subventions, et en augmentant les dépenses sociales. En particulier, les pays disposant d'un espace budgétaire restreint devront mettre l'accent sur l'efficacité des dépenses et prêter attention à leur composition. Des mesures visant à améliorer la transparence budgétaire et à renforcer les systèmes de gestion des finances publiques amélioreraient les efforts de rééquilibrage budgétaire.

Dans l'ensemble, les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP doivent chercher

à isoler les dépenses des fluctuations des prix du pétrole et à éviter de revenir à des politiques budgétaires procycliques qui créent une volatilité indésirable de l'activité économique. L'ancrage de la politique budgétaire dans un cadre budgétaire robuste à moyen terme, avec un objectif bien défini (tel que le ratio d'endettement, un objectif intermédiaire fondé sur le solde primaire non pétrolier, ou une règle budgétaire pluriannuelle), aiderait à surmonter les pressions sur les dépenses et les vulnérabilités que pourraient engendrer les fréquentes poussées de volatilité des prix du pétrole. Il permettrait également de dégager la voie pour une méthode d'assainissement favorable à la croissance. Par ailleurs, la viabilisation du cadre budgétaire soutiendrait l'amélioration des soldes des transactions courantes, d'autant plus qu'une augmentation des prix du pétrole à court terme est peu probable.

En parallèle, les perspectives modestes des prix du pétrole devraient inciter les pays à intensifier leurs efforts pour diversifier leurs économies, encore trop dépendantes des hydrocarbures. Les modèles de croissance pilotés par l'État, qui ont tendance à favoriser les grandes entreprises publiques et à évincer le crédit au secteur privé, n'ont pas débouché sur la croissance généralisée et durable qui est nécessaire pour créer de l'emploi et rendre l'économie plus inclusive. Il convient donc de privilégier une croissance tirée par le secteur privé afin d'obtenir de meilleurs résultats pour l'ensemble de la population. Ce modèle permettrait en outre de favoriser l'investissement intérieur et d'attirer davantage d'investissements étrangers non liés aux hydrocarbures. Il sera capital d'arriver à ce type de résultats afin de créer des opportunités d'emploi pour une main-d'œuvre en pleine expansion. Cela concerne en particulier les pays membres du CCG, où les services du FMI estiment qu'il faudrait environ un million de

nouveaux emplois par an au cours des cinq prochaines années pour absorber les nouveaux entrants sur le marché (Purfield *et al.*, 2018).

Pour ce faire, les pays doivent s'attacher à améliorer la qualité de l'éducation, à réformer les marchés du travail, et à intégrer leurs citoyens à l'emploi dans le privé, tout en préservant leur compétitivité. Il convient aussi d'intensifier les efforts destinés à améliorer le climat des affaires dans certains pays, notamment en mettant en place des cadres juridiques permettant l'instauration de mécanismes de protection adéquats et prévisibles pour la prévention et la résolution des litiges, et en continuant à libéraliser les réglementations régissant les droits de propriété des étrangers.

Les faiblesses de la région en matière de gouvernance exigent une intervention urgente pour remédier aux problèmes de corruption et de gouvernance. Par exemple, la mise en œuvre de mesures de lutte contre les pots-de-vin et d'amélioration de l'intégrité dans la gouvernance publique, s'agissant notamment des conflits d'intérêts, viendrait étayer les efforts de lutte contre la corruption, et réduire le coût de cette dernière pour les finances publiques (voir le *Moniteur des finances publiques* d'avril 2019).

En insistant sur le développement et l'amélioration de la productivité des PME, les autorités contribueraient à stimuler la création d'emplois dont le besoin se fait pressant. Les PME, qui représentent plus de 90 % du total des entreprises et créent de nombreux emplois, ne continuent pourtant que d'apporter une faible contribution à l'économie en termes de production et d'emploi (voir Blancher *et al.*, 2019 ; Stepanyan *et al.*, à venir).

Bien que la plupart des pays aient reconnu l'importance du développement des PME, les réformes mériteraient une approche plus exhaustive et elles sont à différents stades d'avancement. Certains pays ont adopté des stratégies ou des lois consacrées aux PME (Bahreïn, Émirats arabes unis), tandis que d'autres ont incorporé les PME dans des stratégies plus globales ou dans des plans de développement national (Algérie, Arabie saoudite, Qatar). Une approche plus complète et davantage concertée comporterait les éléments suivants :

- *L'amélioration de l'accès au financement* en veillant à la disponibilité de financements adaptés aux besoins des PME, en fournissant un cadre propice à une amélioration de l'information de crédit et à la concurrence bancaire, et en développant les marchés de capitaux afin d'élargir l'accès à de nouvelles sources de financement (voir Ben Ltaifa *et al.*, 2018).
- *L'amélioration du capital humain et la modernisation de l'infrastructure physique* au moyen de dépenses efficaces dans l'éducation, la technologie et les infrastructures clés, comme le haut débit, afin d'améliorer les capacités des PME et leur accès à des facteurs de production de grande qualité.
- *La création d'un climat des affaires plus favorable* en établissant de solides cadres juridiques, réglementaires et fiscaux, ainsi qu'en veillant à ce que les PME soient confrontées à une concurrence équitable. L'amélioration de la gouvernance, y compris dans l'administration fiscale et la gestion des marchés publics, et la réduction de la concurrence du secteur public, aideraient également à atteindre cet objectif.

Encadré 1.1. Indices des conditions financières et monétaires dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe

Les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) devront analyser les informations au sujet des conditions financières afin de mieux évaluer la situation économique et d'étayer ainsi leurs décisions. Bien conçu, un indice des conditions financières et monétaires (ICFM) pourrait servir d'indicateur précoce des perspectives de l'activité économique non pétrolière.

L'élaboration d'un ICFM dans les pays membres du CCG se heurte à plusieurs obstacles. Le manque de données actualisées limite la palette des variables pouvant être incluses. Seuls les Émirats arabes unis et le Qatar disposent de données exploitables sur les prix de l'immobilier. L'absence de données sur les anticipations inflationnistes complique l'évaluation des rendements réels corrigés de l'inflation. Il n'existe pas d'indice mensuel de la production industrielle, qui permettrait d'évaluer l'efficacité prédictive de l'ICFM par rapport à un indicateur d'activité à haute fréquence. Les chiffres du PIB trimestriel à Dubaï ne sont disponibles que jusqu'à 2017, et aucune donnée sur le PIB trimestriel n'est disponible pour Oman. Les marchés obligataires ne sont pas encore assez liquides pour incorporer des variations de la courbe des rendements ou l'écart à terme dans l'ICFM.

Notre ICFM pour les pays membres du CCG comprend donc les éléments suivants :

- la croissance de la masse monétaire, M2 (en glissement annuel), comme mesure de la liquidité ;
- le marché boursier (en glissement annuel), les cours des actions influant sur la richesse des ménages ;
- le taux directeur réel : le dernier taux d'inflation annuel est utilisé pour simuler les anticipations inflationnistes afin de calculer le taux directeur réel des banques centrales des pays membres du CCG ;
- le taux de change effectif réel : une appréciation du taux de change effectif réel correspond à un resserrement de l'ICFM, et une dépréciation correspond à un assouplissement ;
- les prix de l'immobilier (Émirats arabes unis, Qatar).

Les variables présentant la plus forte volatilité reçoivent la plus faible pondération. La série est normalisée en retranchant la moyenne de l'ICFM et en la divisant par son écart-type. C'est ainsi qu'une valeur de l'ICFM au-dessus (en dessous) de zéro implique un resserrement (un assouplissement) des conditions financières. Pour jauger l'activité économique, l'ICFM est utilisé en tant qu'indicateur précoce de la croissance du PIB non pétrolier.

Le modèle montre qu'un assouplissement (resserrement) de l'ICFM est suivi d'une augmentation (baisse) de l'activité non pétrolière avec un décalage d'un trimestre, lorsque le PIB trimestriel est disponible. La corrélation entre l'ICFM en tant qu'indicateur précoce et la croissance du PIB non pétrolier est particulièrement forte en Arabie saoudite et au Qatar. Le resserrement de l'ICFM (inversé dans le graphique 1.1.1), qui a commencé fin 2017, s'est poursuivi et devrait également freiner la croissance non pétrolière en 2019.

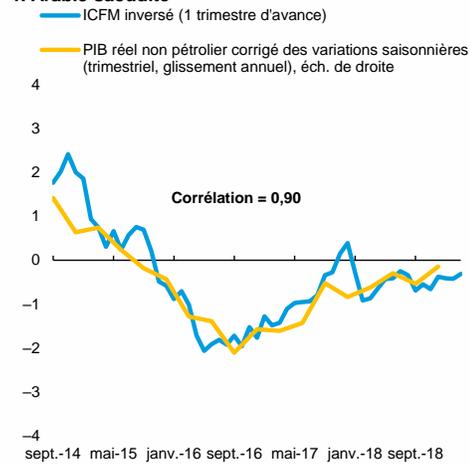
Les principaux facteurs de resserrement des conditions monétaires et financières ont été le relèvement des taux directeurs, le déclin des prix de l'immobilier (Émirats arabes unis, Qatar) et des actions (Bahreïn, Dubaï, Oman), et un ralentissement de la croissance de la liquidité, en partie dû aux sorties de capitaux.

Graphique 1.1.1.

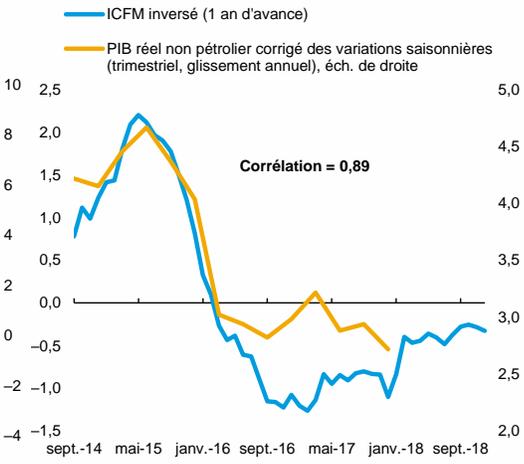
Indices des conditions financières et taux de croissance trimestriel du PIB non pétrolier en glissement annuel

(Corrélations, dernière observation, décembre 2018)

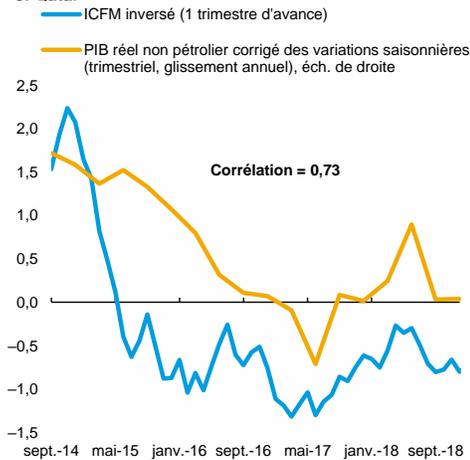
1. Arabie saoudite



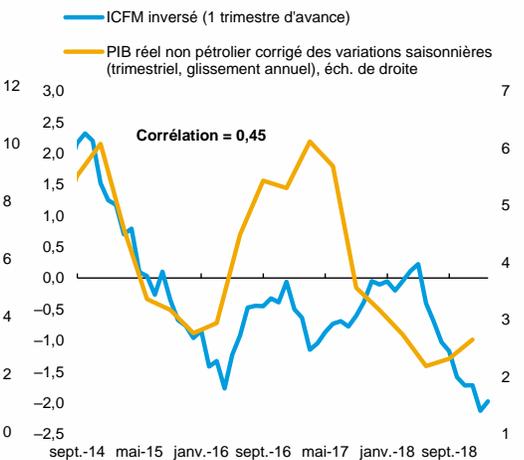
2. EAU : Dubaï



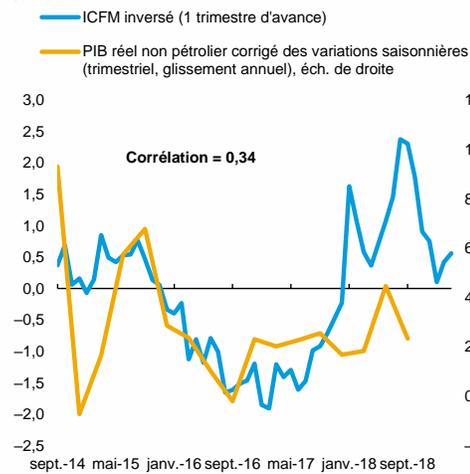
3. Qatar



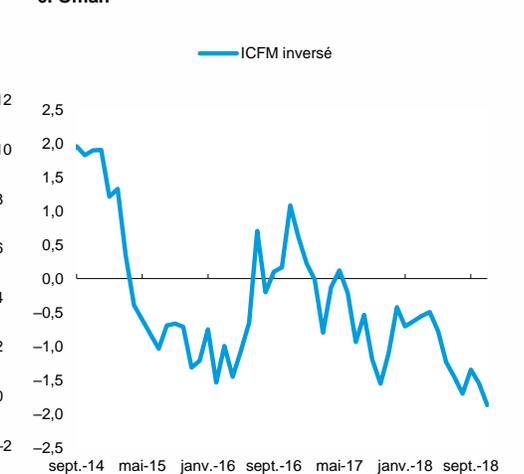
4. Bahreïn



5. Koweït



6. Oman



Sources : Haver Analytics ; autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : ICFM = indice des conditions financières et monétaires.

Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–20

(pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne				Projections	
	2000–15	2016	2017	2018	2019	2020
MOANAP¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	5,2	2,2	1,8	1,5	3,2
<i>dont croissance hors pétrole</i>	5,7	2,3	3,1	2,3	2,7	3,3
Solde des transactions courantes	8,2	-3,9	-0,6	2,3	-0,9	-0,7
Solde budgétaire global	2,9	-9,5	-5,5	-3,1	-4,9	-4,0
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,5	5,1	7,0	9,6	9,5	9,0
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	5,9	1,3	0,6	0,4	2,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,2	1,6	2,5	1,2	2,1	2,9
Solde des transactions courantes	11,6	-3,1	1,6	5,3	0,9	1,0
Solde budgétaire global	5,7	-10,4	-5,1	-1,9	-4,2	-3,1
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,9	4,0	3,6	9,2	9,0	8,8
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP, hors pays en conflit						
PIB réel (croissance annuelle)	4,2	5,3	1,0	0,4	0,0	2,0
<i>dont croissance hors pétrole</i>	5,9	2,3	2,7	0,9	1,7	2,6
Solde des transactions courantes	12,1	-2,5	1,5	5,5	1,7	1,6
Solde budgétaire global	6,2	-9,2	-4,9	-2,5	-4,0	-2,9
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,8	4,5	3,5	9,8	9,6	9,6
Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	2,3	-0,3	2,0	2,1	2,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,7	1,9	1,9	2,3	2,9	3,3
Solde des transactions courantes	15,3	-2,8	2,5	7,3	3,9	3,4
Solde budgétaire global	8,6	-10,7	-5,5	-1,7	-3,1	-2,2
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	2,7	2,1	0,2	2,1	0,4	2,4
Importateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,3	3,7	4,1	4,2	3,6	4,0
Solde des transactions courantes	-2,2	-5,6	-6,7	-6,5	-6,1	-5,3
Solde budgétaire global	-5,6	-7,2	-6,5	-6,7	-6,8	-6,5
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,0	7,5	14,4	10,4	10,5	9,5
MOAN¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	5,3	1,8	1,4	1,3	3,2
<i>dont croissance hors pétrole</i>	5,8	2,0	2,8	1,9	2,6	3,3
Solde des transactions courantes	8,8	-4,2	-0,3	3,1	-0,5	-0,4
Solde budgétaire global	3,6	-10,0	-5,5	-2,8	-4,7	-3,6
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,3	5,4	7,4	10,5	9,8	9,3
Monde arabe						
PIB réel (croissance annuelle)	5,0	3,6	1,4	2,6	2,8	3,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,2	1,8	2,4	3,0	3,5	3,8
Solde des transactions courantes	9,8	-5,6	-1,0	2,9	-0,6	-0,4
Solde budgétaire global	4,0	-11,4	-6,2	-2,6	-4,8	-3,5
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	3,9	4,5	6,9	6,2	4,9	5,5

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

¹ Les données de 2011–20 excluent la République arabe syrienne.

Note : les données correspondent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'à 2011, et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

Pays membres du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie.

Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.

Bibliographie

Angelopoulou, E., H. Balfoussia, and H. Gibson. 2013. “Building a Financial Conditions Index for the Euro Area and Selected Euro Area Countries: What Does It Tell Us about the Crisis?” European Central Bank Working Paper 154, Frankfurt.

Ben Ltaifa, N., A. Alreshan, A. Bibolov, D. Kirti, A. Ndoye, and E. Roos. 2018. “How Developed and Inclusive Are Financial Systems in GCC?” IMF Policy Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.

Blancher, N., M. Appendino, A. Bibolov, A. Fouejieu, J. Li, A. Ndoye, A. Panagiotakopoulou, W. Shi, and T. Sydorenko. 2019. “Financial Inclusion of Small and Medium-Sized Enterprises in the Middle East and Central Asia.” IMF Departmental Paper 19/02, International Monetary Fund, Washington, DC.

Cakir, S. 2017. “Reforms to the Monetary Policy Framework.” IMF Country Report 17/63, International Monetary Fund, Washington, DC.

English, W., K. Tsatsaronis, and E. Zoli. 2005. “Assessing the Predictive Power of Measures of Financial Conditions for Macroeconomic Variables.” BIS Paper 22, Bank for International Settlements, Basel.

Erdem, M., and K. Tsatsaronis. 2013. “Financial Conditions and Economic Activity: A Statistical Approach.” *BIS Quarterly Review* (March).

Gauthier, C., C. Graham, and Y. Liu. 2004. “Financial Conditions Indexes for Canada.” Bank of Canada Working Paper 22, Ottawa.

Hatzius, J., P. Hooper, F. S. Mishkin, K. L. Schoenholtz, and M. W. Watson. 2010. “Financial Conditions Indexes: A Fresh Look after the Financial Crisis.” NBER Working Paper 16150, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

Purfield, C., H. Finger, K. Ongley, B. Baduel, C. Castellanos, G. Pierre, V. Stepanyan, and E. Roos. 2018. “Opportunity for All: Promoting Growth and Inclusiveness in the Middle East and North Africa.” IMF Departmental Paper 18/11, International Monetary Fund, Washington, DC.

Stepanyan V., B. Baltabaev, A. Guscina, M. Zaher, L. Zhu, and T. Stone. 2018. “Trade and Foreign Investment—Keys to Diversification and Growth in the GCC.” IMF Policy Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.

Stepanyan, V., G. Abajyan, M. Alnasaa, and A. Ndoye. Forthcoming. “Enhancing the Role of SMEs in the Arab World: Some Key Considerations.” International Monetary Fund, Washington, DC.

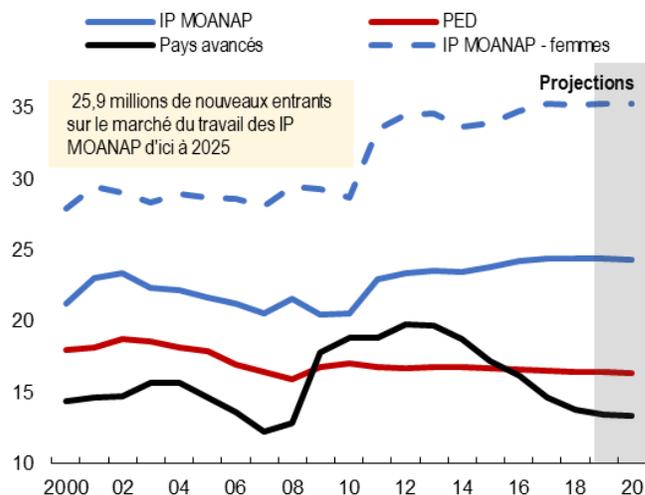
2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : gérer les vulnérabilités lorsque les perspectives économiques sont incertaines

La croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devrait rester relativement modeste, limitée par des rigidités structurelles persistantes. Le niveau élevé de la dette publique dans de nombreux pays limite l'espace budgétaire nécessaire pour des dépenses sociales et infrastructurelles clés, et expose l'économie des pays à la dégradation des conditions financières. Les perspectives restent assombries par la montée des tensions commerciales mondiales et par l'incertitude sur les marchés financiers. Les tensions sociales s'accroissent dans de nombreux pays, car le chômage reste élevé et les conditions socioéconomiques se détériorent. Il convient de procéder sur la durée à un rééquilibrage budgétaire favorable à la croissance afin de reconstituer les amortisseurs et d'améliorer la résilience. De même, les autorités devront intensifier les réformes structurelles et liées à la gouvernance afin d'améliorer la compétitivité, de stimuler l'investissement privé et de créer des emplois. Le renforcement de l'intégration régionale contribuera également à soutenir la croissance à moyen terme.

Pallier les vulnérabilités à court terme et les défis à moyen terme

La croissance du PIB réel dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait rester modérée en 2019, en raison de la dégradation de l'environnement extérieur, mais aussi de facteurs intérieurs. Elle devrait accélérer légèrement sur le moyen terme, mais reste limitée par des rigidités structurelles persistantes dans de nombreux pays. Elle est aussi trop faible pour réduire efficacement le chômage, car les pressions démographiques augmentent. Le chômage reste particulièrement élevé chez les jeunes (24,4 % en 2018) et les femmes (18,9 % en 2018) dans la région. La participation des femmes au marché du travail reste aussi très faible (26 % en 2018) (graphique 2.1). Les tensions sociales se sont accentuées dans de nombreux pays de la région (encadré 2.1) et les efforts de rééquilibrage budgétaire, ainsi que l'avancement poussif des réformes structurelles, ont pesé sur les conditions socioéconomiques.

Graphique 2.1.
Taux de chômage chez les jeunes
(pourcentage de la main-d'oeuvre)



Sources : Organisation internationale du travail ; indicateurs clés du marché du travail ; calculs des services du FMI.

Note : PED = pays émergents et en développement. IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan, et Pakistan.

Dans le même temps, la dette publique a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, ce qui restreint les options pour traiter ces problèmes. Les risques à court terme liés au niveau d'endettement élevé sont accentués

par des perspectives de croissance moins favorables et des conditions financières mondiales plus volatiles, en particulier parce qu'un important volume de dette libellée en devises étrangères arrivera à échéance au cours des prochaines années. De plus en plus, les dirigeants doivent trouver le juste milieu entre la reconstitution des amortisseurs pour renforcer la résilience face aux risques à court terme, alors que la dynamique de la dette devient moins favorable, et la résolution des problématiques liées à la croissance.

Une croissance toujours aussi modeste et inégale

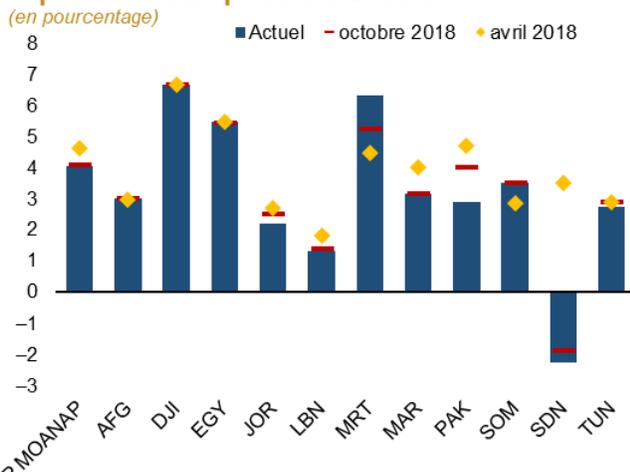
Nonobstant des disparités considérables dans la région, la croissance du PIB réel dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait ralentir de 4,2 % en 2018 à 3,6 % en 2019, avant de rebondir à 4,3 % au cours de la période 2020–23 (graphique 2.2). Le taux de croissance global de la région pâtit cette année du ralentissement de la croissance au Pakistan, qui va passer de 5,2 % en 2018 à 2,9 % en 2019 sous l'effet d'importants déséquilibres macroéconomiques et de difficultés liées à

l'ajustement en cours des politiques. Les perspectives de la croissance régionale restent également entravées par la faiblesse de l'investissement privé et des retards dans les réformes destinées à abattre les obstacles structurels persistants au développement du secteur privé.

Les projections de croissance ont été régulièrement révisées à la baisse dans plusieurs pays (Jordanie, Liban, Maroc, Pakistan, Soudan) en raison de la fragilisation de l'environnement extérieur. La croissance régionale pour 2019 avait été évaluée à 4,0 % dans les *Perspectives économiques régionales* d'octobre 2018, contre 3,6 % dans les projections actuelles.

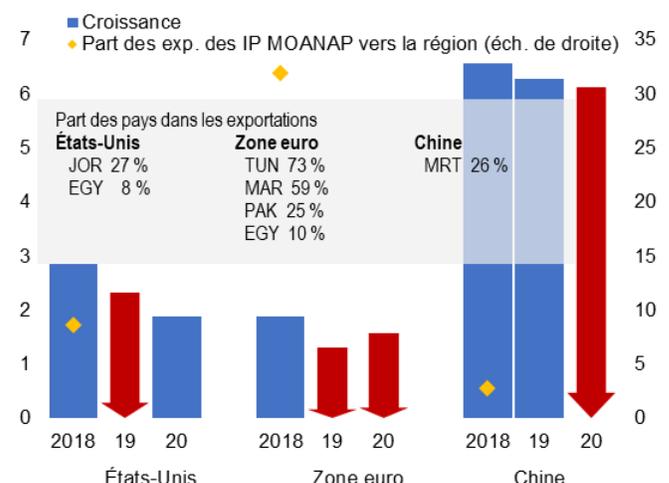
Les aléas restent de nature baissière, les tensions commerciales mondiales obscurcissant les perspectives de croissance chez des partenaires commerciaux stratégiques et augmentant la probabilité d'une montée de l'aversion pour le risque à l'égard des marchés émergents chez les investisseurs. En particulier, l'importante proportion des exportations vers la Chine, l'Union européenne et les États-Unis chez les pays

Graphique 2.2.
Croissance du PIB réel 2019 des pays importateurs de pétrole MOANAP



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Asie centrale, Afghanistan et Pakistan

Graphique 2.3.
Croissance mondiale et régionale, et parts des exp. des IP MOANAP vers les régions (en pourcentage)



Sources : FMI, base de données sur la répartition géographique des échanges ; base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
Note : les flèches rouges indiquent une révision à la baisse par rapport aux *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* d'octobre 2018. Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO)

importateurs de pétrole de la région MOANAP expose ces pays à des aléas baissiers relatifs à l'affaiblissement de la croissance (Jordanie,

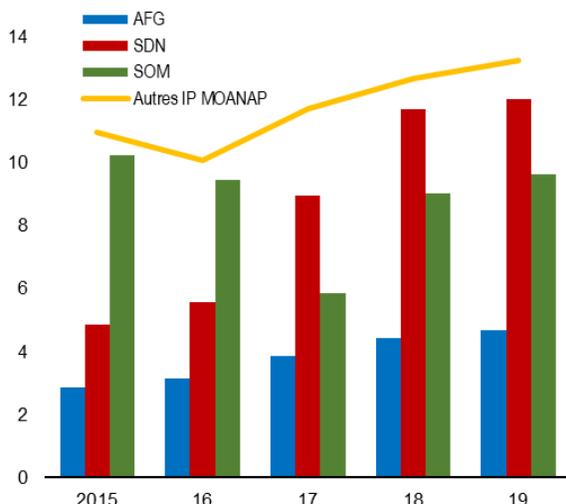
Maroc, Mauritanie, Pakistan, Tunisie, par exemple). La forte dépendance aux revenus du tourisme expose certains pays (Égypte, Jordanie)

Encadré 2.1. La croissance dans les pays à faible revenu importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP)

Les pays à faible revenu importateurs de pétrole de la région MOANAP restent sous pression, en raison de la persistance des conflits et de la pauvreté (Afghanistan, Cisjordanie et Gaza, Somalie, Soudan, Syrie). Pour certains de ces pays, les vulnérabilités liées à la sécurité constituent un risque encore plus grand que le ralentissement de la croissance mondiale, car le commerce y représente une part moins importante du PIB total que dans les autres pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (voir graphique 2.1.1). Cependant, les envois de fonds constituent une part considérable du PIB de certains des pays à faible revenu (la Somalie, par exemple), ce qui exacerbe les risques liés à l'évolution de la situation mondiale.

La politique budgétaire reste limitée par une mobilisation des recettes insuffisante, malgré quelques progrès en matière de perception de l'impôt. Les pays dépendent fortement de l'aide extérieure et la nécessité d'allouer des fonds aux services publics de base limite la marge disponible pour les dépenses consacrées aux dispositifs de sécurité sociale et aux investissements dans les infrastructures. De plus, le secteur financier en est encore à un stade très précoce de développement. Le crédit en faveur du secteur privé est très faible, car le secteur financier ne dispose pas des capacités nécessaires pour octroyer des crédits et financer les investissements, d'autant plus que les primes sont élevées en périodes de conflits. Ces vulnérabilités, associées à une accélération de la croissance démographique, aux limitations de capacité et aux inquiétudes en matière de sécurité, accentuent le risque de tensions sociales. Par ailleurs, le déplacement des populations exerce une pression sur les pays voisins, confrontés à la difficulté d'accueillir les réfugiés fuyant les zones de conflit (la Jordanie et le Liban, par exemple).

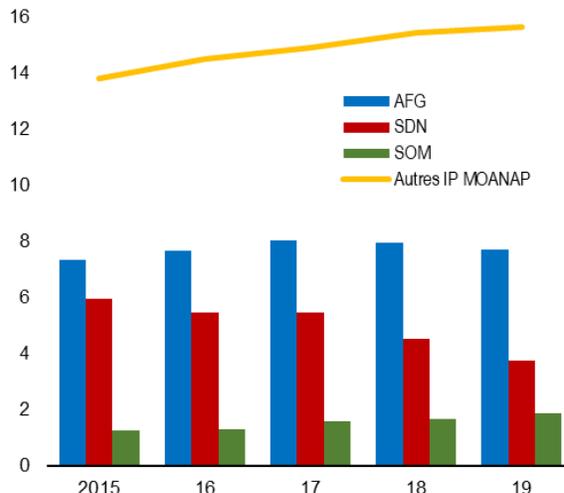
Graphique 2.1.1
Exportations de biens
(en pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Asie centrale, Afghanistan et Pakistan

Graphique 2.1.2
Recettes fiscales
(en pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Asie centrale, Afghanistan et Pakistan

à des risques liés au ralentissement de la croissance mondiale (graphique 2.3).

L'incertitude liée aux conflits en cours et les inquiétudes sécuritaires font aussi peser des aléas baissiers sur les perspectives. L'incertitude régionale (Afghanistan, Jordanie, Liban, Somalie, Syrie), les inquiétudes sécuritaires, l'investissement public plus faible que prévu et les importants déséquilibres extérieurs (Liban, Pakistan, Soudan) devraient peser sur les perspectives de croissance à moyen terme (voir encadré 2.1).

Une baisse des prix du pétrole bienvenue, mais des vulnérabilités extérieures persistantes

Le déficit courant régional devrait diminuer de 6,5 % du PIB en 2018 à 5,9 % en 2019 et 5,2 % en 2020, la baisse des prix du pétrole contribuant à l'amélioration des termes de l'échange pour les pays importateurs de pétrole. Toutefois, même si les déficits courants de l'Égypte et du Maroc devraient baisser à environ 2 % du PIB d'ici à 2020, les déficits extérieurs restent importants dans les autres pays de la région. Dans la mesure où les prix du pétrole devraient rester instables sur fond de persistance des tensions géopolitiques (voir chapitre 1), la durabilité de l'amélioration des termes de l'échange reste incertaine.

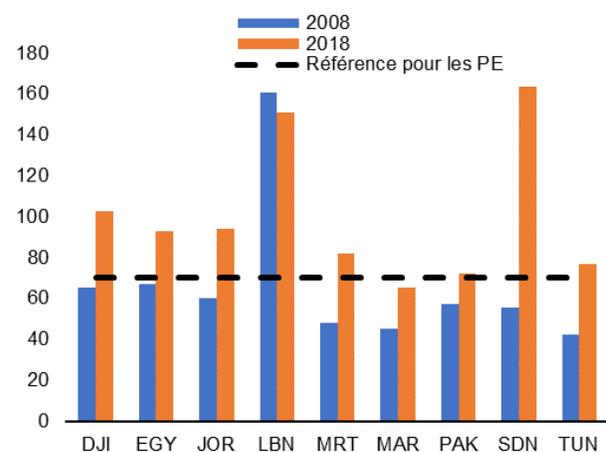
La croissance des exportations de la région devrait ralentir à 7 % en 2019 et 6,5 % en 2020, en raison principalement d'un affaiblissement de la demande chez des partenaires commerciaux stratégiques. La croissance des exportations devrait rester robuste en Égypte (reprise continue après un choc sur le tourisme et nouvelle production de gaz naturel) et accélérer en Jordanie (tourisme et amélioration de l'accès aux marchés grâce à l'ouverture de frontières stratégiques et à des accords commerciaux avec l'Union

européenne) et en Mauritanie (augmentation des exportations de minerai de fer et d'or), mais les exportations devraient se tasser dans les autres pays de la région. L'escalade des tensions commerciales engendre un aléa baissier supplémentaire pour tous les pays de la région. Par ailleurs, si les envois de fonds contribuent à créer un matelas pour les déficits courants dans de nombreux pays (Maroc, Pakistan, Somalie), il existe des aléas baissiers liés à un ralentissement dans les pays émetteurs d'envois de fonds, qui sont pour la plupart en Europe ou membres du CCG.

Le niveau élevé de la dette publique accentue les risques et limite l'espace budgétaire

Bien que les pays de la région aient pris des mesures pour assainir leurs finances publiques ces dernières années, les ratios de la dette publique ont enregistré une augmentation considérable, de 20 % du PIB en moyenne depuis 2008. La plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP dépassent largement les seuils

Graphique 2.4.
Dette publique brute
(en pourcentage du PIB)



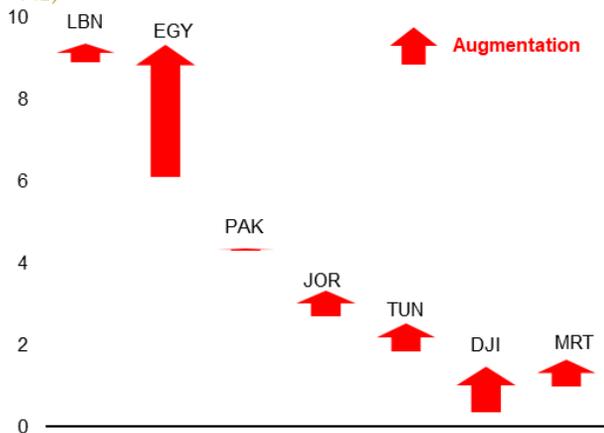
Sources : autorités nationales ; base de données des Perspectives économiques régionales, FMI ; calculs des services du FMI.

Note : les données de Djibouti et de la Mauritanie incluent la dette contractée ou garantie par l'État. Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PE = pays émergents

Graphique 2.5.

Charges d'intérêts des États

(variation entre la moyenne 2010–14 et 2018, en pourcentage du PIB)



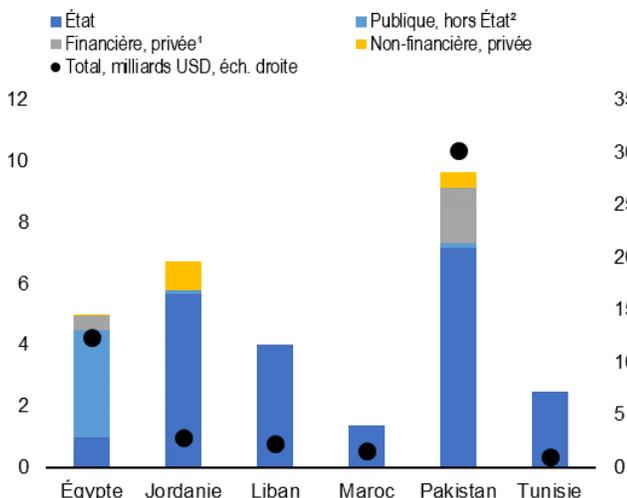
Sources : autorités nationales ; base de données des Perspectives économiques régionales, FMI ; calculs des services du FMI.
 Note : Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

d'endettement public des marchés émergents¹, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et le Soudan dépassant 80 % du PIB (graphique 2.4). L'accroissement des emprunts a eu pour conséquence une augmentation des charges d'intérêts, ce qui limite l'espace budgétaire et

Graphique 2.6.

Échéance de la dette ext. en 2019–20

(en pourcentage du PIB 2018, sauf indication contraire)



Sources : autorités nationales ; Dealogic ; calculs des services du FMI.
 Note : ¹financière publique et privée pour l'Égypte.
²Comprend la banque centrale d'Égypte.

¹ L'analyse de la viabilité de la dette du FMI dans les pays ayant accès aux marchés considère que les pays émergents

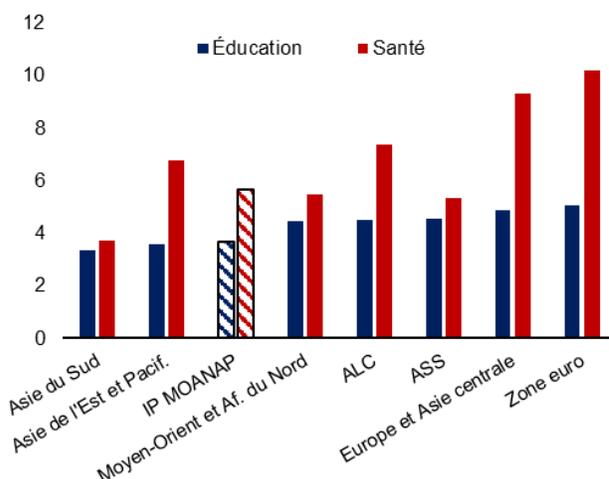
évincent d'autres dépenses prioritaires (graphique 2.5). En outre, de nombreux pays présentent un important volume de dette libellée en devises — quelque 27 milliards de dollars — qui arrivera à échéance dans les deux prochaines années, ce qui les expose au ralentissement projeté de la croissance et à la volatilité des marchés financiers (graphique 2.6). Bien que les pressions directes sur les flux financiers se soient atténuées au cours des derniers mois, les conditions financières mondiales demeurent incertaines et devraient être beaucoup moins favorables qu'au cours des dernières années.

Cela va compliquer la tâche des dirigeants, qui devront concilier, d'une part, la reconstitution des marges de manœuvre afin de renforcer la résilience face aux risques à court terme et, d'autre part, le traitement des problèmes pénalisant la croissance. Le niveau élevé de la dette publique limite les possibilités d'utiliser le levier budgétaire pour compenser l'impact de l'affaiblissement de la demande extérieure sur la

Graphique 2.7.

Dépenses publiques consacrées à l'éducation et à la santé

(en pourcentage du PIB, 2017 ou dernières données disponibles)



Sources : Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; Organisation mondiale de la santé, base de données des dépenses de santé dans le monde.
 Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes, IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Asie centrale, Afghanistan et Pakistan, ASS = Afrique subsaharienne.

sont exposés à un risque de surendettement plus élevé lorsque la dette publique dépasse 70 % du PIB.

croissance à moyen terme et limite l'espace budgétaire disponible pour moderniser l'infrastructure, investir dans la santé et l'éducation, et créer un dispositif de protection sociale viable, autant d'actions essentielles au soutien de la croissance à moyen terme et à l'apaisement des tensions sociales.

Il conviendra d'intensifier les efforts de rééquilibrage budgétaire afin de reconstituer les amortisseurs, en calibrant ces efforts en fonction des ajustements budgétaires favorables à la croissance. Les pays doivent s'attacher à améliorer l'efficacité des dépenses publiques en les rationalisant afin de préserver l'espace nécessaire pour les dépenses sociales et infrastructurelles. Des dépenses publiques judicieuses en matière de santé, d'éducation et de dispositifs de protection sociale pourraient contribuer à l'apaisement des tensions sociales (graphique 2.7). Il conviendrait de remplacer les subventions, qui bénéficient de façon démesurée à certains segments de la population, (par exemple, les subventions aux combustibles au Soudan et en Tunisie, et les subventions croisées à l'électricité en Jordanie) par des transferts sociaux. De la même manière, la restructuration des entreprises publiques (Égypte, Pakistan) permettrait d'améliorer l'efficacité des dépenses. Les pays où le niveau de perception de l'impôt est faible (Afghanistan, Pakistan, Soudan) disposent également d'une marge considérable pour augmenter leurs recettes. Ils peuvent notamment éliminer les exonérations à l'origine de distorsions, imposer les segments plus riches de la population, par le biais de l'impôt foncier ou de l'impôt sur la fortune par exemple, élargir la base d'imposition et lutter contre l'économie souterraine.

Il existe également une marge de progression indéniable s'agissant de l'efficacité et l'efficacité des institutions publiques, ce qui améliorera la perception de l'impôt et la qualité des dépenses.

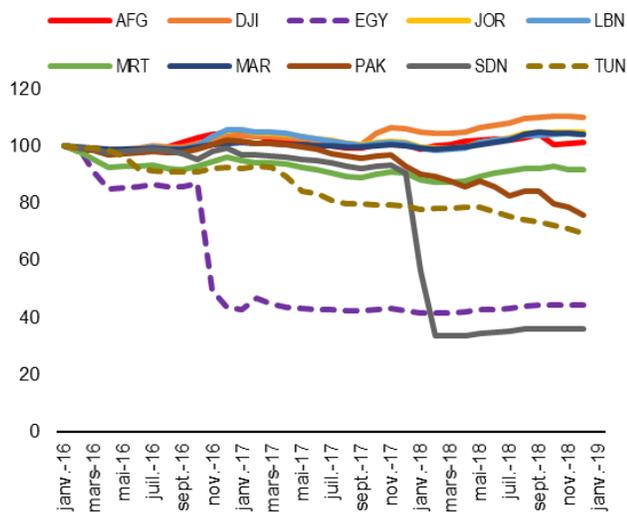
La transparence budgétaire dans la région est faible par rapport aux autres pays émergents, d'où l'importance d'initiatives visant à réduire la corruption et à susciter la confiance des citoyens envers les institutions budgétaires. Le développement de l'utilisation des technologies peut également contribuer à améliorer la conformité aux obligations fiscales ainsi que l'efficacité et la gouvernance des institutions budgétaires (FMI 2017a). Pour optimiser ces bienfaits, il convient de développer la capacité institutionnelle, de faciliter l'accès aux services numériques, et de traiter les inquiétudes liées à la confidentialité et à la cybersécurité.

Des marges monétaires limitées malgré une pression inflationniste modérée

L'inflation régionale devrait augmenter légèrement pour atteindre 11,3 % en 2019, sous l'effet principalement d'une hausse de l'inflation en Égypte (réforme des subventions aux combustibles) et au Pakistan (baisse du taux de change). Dans l'ensemble, l'inflation devrait rester globalement stable, grâce notamment à une baisse des prix de l'énergie : dans la plupart des pays, les projections font état d'une inflation inférieure à 10 % (et à 3 % pour l'Afghanistan, la Jordanie, le Liban et le Maroc).

Les autorités monétaires de la région ayant pour la plupart maintenu des politiques neutres (à l'exception de resserrements en Égypte, au Pakistan et en Tunisie), les marges de manœuvre pour appliquer des politiques monétaires plus accommodantes diffèrent d'un pays à l'autre. La politique monétaire n'a que peu d'influence dans des pays fonctionnant avec un arrimage ou un office de stabilisation des changes (Djibouti, Jordanie, Liban). La flexibilité limitée des taux de change réduit la portée de la politique monétaire et alourdit la charge de la politique de finances publiques. Les pays aux taux de change plus

Graphique 2.8.
Indice des TCEN
(janvier 2016 = 100)



Sources : FMI, base de données du système des avis d'information ; calculs des services du FMI.

Note : Les abréviations utilisées pour les pays sont celles de la norme de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). TCEN = taux de change effectif nominal.

flexibles sont davantage en mesure d'absorber les chocs externes et de préserver leur compétitivité extérieure. Les fluctuations des taux de change fournissent aux autorités un outil d'ajustement supplémentaire lorsque la politique budgétaire et la politique monétaire conventionnelle sont limitées (graphique 2.8). Les importants ajustements arbitraires des taux de change lorsque les pressions s'intensifient sont plus dommageables à terme que la flexibilité.

Pour améliorer la résilience, les autorités doivent également continuer de renforcer les secteurs bancaires, notamment en consolidant les cadres de réglementation et de surveillance et les régimes d'insolvabilité. Lorsque la croissance et les conditions financières sont moins favorables, la fragilité du secteur bancaire peut refaire surface et risquer d'aggraver la pression budgétaire. De nombreux pays (Soudan, Tunisie) doivent s'efforcer de renforcer leurs cadres de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme afin d'éviter de perdre des relations de correspondance bancaire.

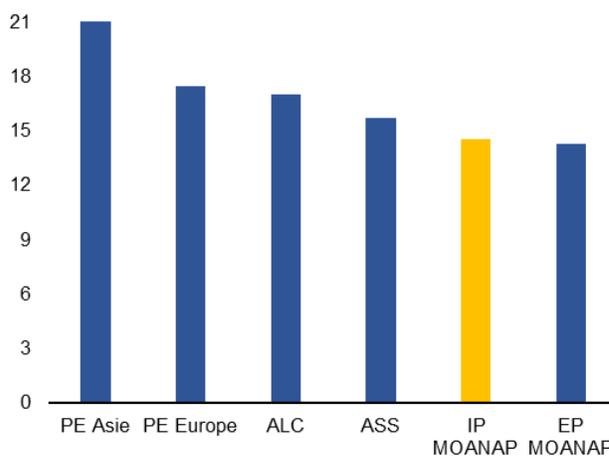
Priorité aux réformes structurelles pour améliorer les perspectives de croissance

Le fait que l'espace budgétaire et monétaire est limité accentue l'importance de procéder à des réformes structurelles pour améliorer les perspectives de croissance à moyen terme, stimuler la création d'emplois par le secteur privé et améliorer l'inclusion. L'investissement privé dans la région reste plus faible que dans d'autres. La création d'un environnement propice à l'investissement privé passera par des progrès en termes d'infrastructure et d'éducation, par un renforcement de la gouvernance et des institutions, et par l'élargissement de l'accès au crédit (graphique 2.9).

Compte tenu de la détérioration de l'environnement extérieur et de l'émergence de tensions sociales, les autorités pourraient se montrer moins enclines à mener des réformes structurelles qui n'auront pas d'impact immédiat sur la croissance. Malgré tout, il est essentiel d'avancer dans les processus de réformes avant que les conditions ne se dégradent encore. Les divisions sociales vont continuer de s'accroître si

Graphique 2.9.

Ratios d'investissement privé par régions (moyenne 2000-18, en pourcentage du PIB)

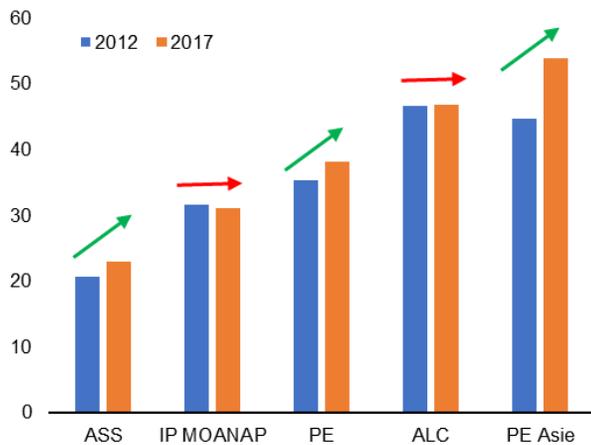


Sources : FMI, Perspectives de l'économie mondiale ; calculs services du FMI.

Note : PE Asie = pays émergents Asie ; PE Europe = pays émergents Europe ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; EP MOANAP = pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ; ASS = Afrique subsaharienne.

Graphique 2.10.

Crédit bancaire au secteur privé (en pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des Statistiques financières internationales; calculs des services du FMI.

Note : PE = pays émergents ; PE Asie = pays émergents Asie ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique

les difficultés à moyen terme ne sont pas traitées, ce qui augmentera le risque d'un ajustement désordonné.

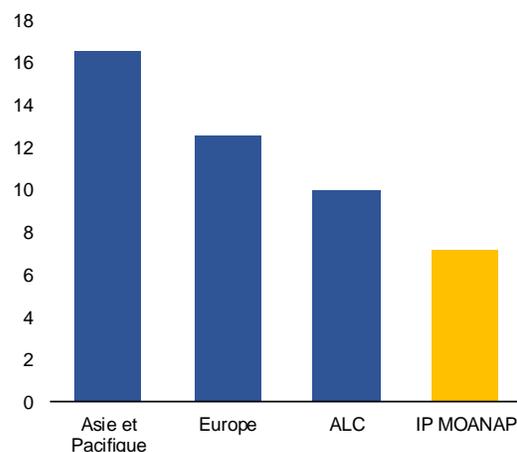
- Amélioration de l'accès au crédit* : Le crédit au secteur privé reste faible dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Il est notamment limité par un secteur bancaire sous-développé qui est incapable, dans de nombreux pays, de convertir l'épargne intérieure en investissement productif (graphique 2.10). Les banques ont tendance à servir en premier lieu les grandes entreprises à la réputation bien établie ; les PME, les prêts hypothécaires et les prêts à la consommation ne représentent qu'une petite part de leur activité (graphique 2.11). Cela s'explique en partie par des déficiences des cadres juridiques et institutionnels liés aux droits de propriété, à l'exécution des contrats, à l'information de crédit, aux procédures d'insolvabilité et à la mise en œuvre des garanties, qui dissuadent les banques d'octroyer des prêts dans ces secteurs. Dans de nombreux pays, les lourdeurs du processus d'enregistrement des biens fonciers restent un obstacle fondamental

au développement du marché hypothécaire. Un développement plus large du secteur financier soutiendrait l'investissement du secteur privé. L'amélioration de l'accès des PME au crédit encouragerait également ces dernières à intégrer le secteur formel, réduisant ainsi le volume de l'économie souterraine et contribuant à élargir la base d'imposition (voir Blancher *et al.*, 2019 ; Stepanyan *et al.*, à venir).

- Amélioration du climat des affaires et de la gouvernance* : Plusieurs pays ont adopté des lois qui facilitent la création et l'exploitation d'entreprises (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie) (*Perspectives économiques régionales* d'octobre 2018). Par ailleurs, certains pays, conscients que la corruption peut porter préjudice au processus de réformes, au coût de la pratique des affaires et à l'investissement privé (FMI, 2017b), s'attachent à lutter contre ce problème par des réformes législatives (Afghanistan, Égypte, Mauritanie, Tunisie) (*Perspectives économiques régionales* d'octobre 2018). La réduction de la corruption se traduit par une

Graphique 2.11.

Prêts aux PME en part du total des prêts bancaires par région, 2016 (en pourcentage)



Sources : FMI, étude sur l'accès aux services financiers ; calculs des services du FMI.

Note : ALC = Amérique latine et Caraïbes ; IP MOANAP = pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du North Afghanistan et Pakistan ; PME = petites et moyennes entreprises.

diminution des pertes de recettes, une plus grande efficacité des dépenses publiques et une amélioration de la qualité de l'éducation et des infrastructures publiques (voir le *Moniteur des finances publiques* d'avril 2019). Toutefois, il convient de déployer des efforts plus décisifs pour renforcer la bonne gouvernance et améliorer l'efficacité des cadres de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent dans la région.

- *Main-d'œuvre qualifiée et réformes des marchés du travail* : Les pénuries et les inadéquations de qualifications ainsi que l'inefficacité des marchés du travail nuisent fortement à la productivité et limitent la capacité des entreprises à se montrer concurrentielles et à créer des emplois. Les niveaux d'instruction et d'apprentissage dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP restent faibles par rapport à ceux d'autres pays émergents. Une amélioration de l'efficacité des dépenses d'éducation en vue de développer les compétences nécessaires à la main-d'œuvre permettrait de stimuler la productivité, mais aussi de générer une croissance plus inclusive et équitable. Par ailleurs, une réforme réglementaire visant à améliorer la flexibilité des marchés du travail peut dynamiser le secteur privé et faciliter son développement. Le coût de la main-d'œuvre doit également être ajusté (contributions des employés élevées en Jordanie, par exemple) afin d'améliorer la situation de l'emploi.
- *Réformes des marchés des produits et concurrence sur les marchés* : La création d'un climat des affaires plus concurrentiel dans lequel le rôle de l'État est amoindri améliorera la productivité totale des facteurs et orientera les capitaux vers des secteurs plus productifs. Les prix administrés, les subventions à l'électricité et aux combustibles (Jordanie, Liban, Soudan, Tunisie), et les entreprises publiques inefficaces (Pakistan, Tunisie) étouffent la concurrence et détournent les ressources au profit de domaines moins productifs.
- *Intégration régionale* : Une analyse du FMI indique que le renforcement de l'intégration dans les pays du Maghreb déboucherait sur un marché régional de près de 100 millions de personnes avec un revenu annuel moyen d'environ 4 000 dollars par habitant en termes nominaux (FMI, 2019). L'intégration du Maghreb pourrait contribuer à relever la croissance d'un point de pourcentage en moyenne dans chaque pays de la région sur le long terme.

Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–20

(pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne	2016	2017	2018	Projections	
	2000–15				2019	2020
MOANAP¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	5,2	2,2	1,8	1,5	3,2
<i>dont croissance hors pétrole</i>	5,7	2,3	3,1	2,3	2,7	3,3
Solde des transactions courantes	8,2	-3,9	-0,6	2,3	-0,9	-0,7
Solde budgétaire global	2,9	-9,5	-5,5	-3,1	-4,9	-4,0
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,5	5,1	7,0	9,6	9,5	9,0
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	5,9	1,3	0,6	0,4	2,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,2	1,6	2,5	1,2	2,1	2,9
Solde des transactions courantes	11,6	-3,1	1,6	5,3	0,9	1,0
Solde budgétaire global	5,7	-10,4	-5,1	-1,9	-4,2	-3,1
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,9	4,0	3,6	9,2	9,0	8,8
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP, hors pays en conflit						
PIB réel (croissance annuelle)	4,2	5,3	1,0	0,4	0,0	2,0
<i>dont croissance hors pétrole</i>	5,9	2,3	2,7	0,9	1,7	2,6
Solde des transactions courantes	12,1	-2,5	1,5	5,5	1,7	1,6
Solde budgétaire global	6,2	-9,2	-4,9	-2,5	-4,0	-2,9
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,8	4,5	3,5	9,8	9,6	9,6
Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	2,3	-0,3	2,0	2,1	2,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,7	1,9	1,9	2,3	2,9	3,3
Solde des transactions courantes	15,3	-2,8	2,5	7,3	3,9	3,4
Solde budgétaire global	8,6	-10,7	-5,5	-1,7	-3,1	-2,2
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	2,7	2,1	0,2	2,1	0,4	2,4
Importateurs de pétrole de la région MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,3	3,7	4,1	4,2	3,6	4,0
Solde des transactions courantes	-2,2	-5,6	-6,7	-6,5	-6,1	-5,3
Solde budgétaire global	-5,6	-7,2	-6,5	-6,7	-6,8	-6,5
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,0	7,5	14,4	10,4	10,5	9,5
MOAN¹						
PIB réel (croissance annuelle)	4,6	5,3	1,8	1,4	1,3	3,2
<i>dont croissance hors pétrole</i>	5,8	2,0	2,8	1,9	2,6	3,3
Solde des transactions courantes	8,8	-4,2	-0,3	3,1	-0,5	-0,4
Solde budgétaire global	3,6	-10,0	-5,5	-2,8	-4,7	-3,6
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	6,3	5,4	7,4	10,5	9,8	9,3
Monde arabe						
PIB réel (croissance annuelle)	5,0	3,6	1,4	2,6	2,8	3,8
<i>dont croissance hors pétrole</i>	6,2	1,8	2,4	3,0	3,5	3,8
Solde des transactions courantes	9,8	-5,6	-1,0	2,9	-0,6	-0,4
Solde budgétaire global	4,0	-11,4	-6,2	-2,6	-4,8	-3,5
Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)	3,9	4,5	6,9	6,2	4,9	5,5

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

¹ Les données de 2011–20 excluent la République arabe syrienne.

Note : les données correspondent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'à 2011, et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars), et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

Pays membres du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie.

Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.

Bibliographie

Blancher, N., M. Appendino, A. Bibolov, A. Fouejieu, J. Li, A. Ndoye, A. Panagiotakopoulou, W. Shi, and T. Sydorenko. 2019. “Financial Inclusion of Small and Medium-Sized Enterprises in the Middle East and Central Asia.” IMF Departmental Paper 19/02, International Monetary Fund, Washington, DC.

International Monetary Fund (IMF). 2017a. *Digital Revolutions in Public Finance*. Washington, D.C.

_____. 2017b. “The Role of the Fund in Governance Issues—Review of the Guidance Note—Preliminary Considerations.” Washington, D.C.

_____. 2019. “Economic Integration in the Maghreb: An Untapped Source of Growth” IMF Departmental Paper, Washington, DC.

Stepanyan, V., G. Abajyan, M. Alnasaa, and A. Ndoye., A. Forthcoming. “Enhancing the Role of SMEs in the Arab World: Some Key Considerations.” International Monetary Fund, Washington, DC.